L'hebdo

Vendredi

Deuxième année - N°70 - Vendredi 14 septembre 1990 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

Exclusif
BEREGOVOY
CHEVENEMENT



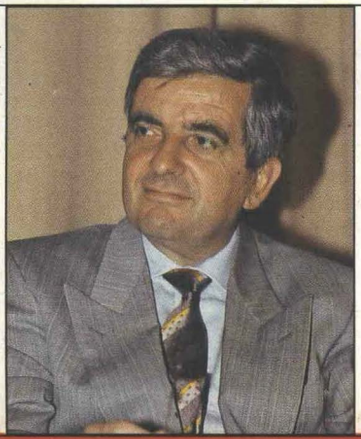
GERER L'IMPREVISIBLE

SOMMAIRE

2 *PCstroïka*

3 *Pierre Mauroy*

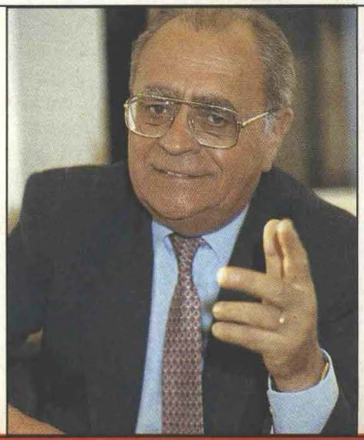
4 *Jean-Pierre Chevènement*



6 *Le Golfe et Le Pen*

8 *Pierre Bérégovoy*

10 *Rentrée des enseignants*



12 *Jean Hamburger : les progrès de la médecine*

14 *Claude Estier*

15 *Agustin Gomez-Arcos*

Fondation Jean Jaurès

POLITIQUE

Place du colonel Fabien, la perestroïka ne passe pas



Ce week-end se déroulera la fête de "L'Humanité" à la Courneuve. Le succès populaire qu'elle devrait connaître, comme chaque année, ne doit pas masquer la réalité d'un PC affaibli, divisé, et qui prend de plus en plus ses distances avec la perestroïka.

"Nous soutenons l'œuvre entreprise par Mikhaïl Gorbatchev et les communistes soviétiques, même si elle ne va pas sans tâtonnements, sans contradictions, sans erreurs." Dans "Démocratie", le livre qu'il a publié au printemps dernier, Georges Marchais exprimait les limites de son soutien à la perestroïka. Mais la politique de Gorbatchev dans le conflit du Golfe semble faire partie des "tâtonnements" ou des "erreurs" des orientations du numéro un soviétique, à en croire la lecture de "L'Humanité" du 10 septembre, qui se montre très critique envers la rencontre Bush-Gorbatchev d'Helsinki. Regrettant que "la logique de guerre" n'ait pas été "inversée" à l'issue de ces discussions, Claude Cabanes, l'éditorialiste du quotidien communiste, membre du comité central, ne cache pas son désappointement : "On aurait pu espérer que Moscou fasse entendre la voix angoissée de ceux qui, à travers le monde, craignent l'irréparable et son cortège de sang ; on aurait pu penser que Moscou propose haut et fort les moyens de la négociation pour l'évacuation du Koweït et la libération des otages. Cela n'a pas été le cas, on peut le regretter."

Des ultras

Une telle pierre jetée dans le jardin du leader soviétique ne peut que conforter les contestataires du PCF dans leur conviction : "L'équipe Marchais n'a jamais été gorbatchevienne", affirme un "reconstructeur". Pire, cette prise de distance vis-à-vis des réformes en cours à Moscou montre que la tendance dure au sein du PCF, celle des ultras, qu'on appelle aussi "les gardes rouges", est en train de gagner du terrain. Composée de militants issus le plus souvent de la JC (Jeunesse communiste) et encadrée par quelques apparatchiks extrémistes, cette "avant-garde", qui se recrute dans les milieux les plus défavorisés, campe sur des positions très musclées, voire gauchistes. Sans culture politique, elle est très réceptive à un discours primaire manichéen. Ces nostalgiques du "modèle soviétique" détestent Gorbatchev. Pour eux, si l'URSS ne joue pas son rôle sur la scène internationale, c'est parce que le patron du Kremlin l'a affaiblie sur le plan économique avec la perestroïka, néfaste à cent pour cent.

Dans certaines réunions communistes de la région parisienne, la semaine dernière, quelques-uns de ces "purs et durs" sont même allés jusqu'à justifier l'agression de l'Irak à l'encontre du "riche Koweït".

Certes, la direction du PC ne défend pas cette ligne, mais elle trouve en leurs tenants des alliés objectifs qui lui permettent de jouer les modérés. Elle se contente de donner du grain à moudre à une base orthodoxe en jouant sur le vieux réflexe de l'anti-américanisme.

Baroud d'honneur ?

Si Georges Marchais n'est pas un adepte de la perestroïka, préparera-t-il dans la "glasnost" le prochain congrès du PC, qui doit avoir lieu en décembre ? Les opposants à la direction en doutent. Ils comptent beaucoup sur la présence du "refondateur" Charles Fiterman dans la commission de préparation de la résolution du congrès pour dénoncer publiquement les manipulations et les débats biaisés. Sauf à servir d'alibi à la direction du PC, l'ancien ministre du gouvernement Mauroy n'a effectivement pas d'autre carte à jouer que celle de la transparence. Ira-t-il jusqu'au bout de cette logique ? Déjà, en 1984, les rénovateurs, qui voulaient renverser Marchais, avaient beaucoup misé sur lui... en vain : Fiterman était resté dans un prudent attentisme. Décidera-t-il enfin de franchir le pas ?

Toujours est-il qu'il pourrait recevoir l'aide des "reconstructeurs" d'ARIAS (Association recherche et initiative pour l'autogestion et le socialisme), animée par Félix Damette. Ceux-ci ont l'intention de diffuser un texte au sein du PCF, au mois d'octobre, afin que se constitue et soit reconnue une opposition à la direction. Mais cette contribution au débat risque surtout de prendre l'allure d'un baroud d'honneur. Car elle ne devrait pas empêcher les dirigeants actuels de gagner le congrès. Et, déjà, de nombreux "reconstructeurs" envisagent de quitter le PCF à l'issue de cette ultime bataille pour aller fonder une nouvelle force politique...

Jean-Pierre Bedeï

Pauvres parmi les pauvres

C'est un peu un SOS que les pays les moins avancés (PMA), réunis à Paris du 3 au 14 septembre, ont voulu lancer. Le programme d'action élaboré lors de la première conférence, en 1981, n'a pas donné les résultats escomptés, au contraire. Non seulement les PMA sont plus nombreux qu'il y a dix ans (41 au lieu de 31, dont 28 en Afrique, soit 440 millions d'habitants), mais ils sont aussi plus pauvres : de 1980 à 1987, la croissance économique (2,3% contre 3,4% dans les années 70) y a été inférieure à la croissance démographique (2,4%). Leur dette exterieure a doublé, tandis que leur part dans les exportations mondiales est devenue insignifiante (0,3% en 1988, pour 1,4% en 1960). A ce jour, seuls huit pays, dont la France, ont respecté l'engagement de consacrer 0,15% de leur produit national brut au développement (la moyenne de l'aide publique est restée à 0,9%). François Mitterrand a souhaité qu'un objectif de 0,2% soit fixé pour la prochaine décennie. Mais l'aide peut-elle se transformer en développement si elle n'atteint pas, sur le terrain, les acteurs locaux les plus dynamiques ?

Etouffée par la crise du Golfe, la voix des PMA a du mal à se faire entendre. Pourtant, grands importateurs de pétrole, ils seront probablement les premières victimes de ce conflit.

"Nous serons 6 milliards sur la planète en l'an 2000, rappelait François Mitterrand ; si la tendance n'est pas cassée, si nous ne réagissons pas, un milliard d'êtres humains seront menacés... Que cette conférence puisse être un jour citée comme la fin d'un aveuglement général !"

M.T.

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.77.00
Télex : 200 174 -Télécopie : 45.51.47.03

Directeur de la publication : Bernard Roman

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat
Secrétaire gal de la Rédaction: Jacques Goubin
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Adjoint : Taoufik Khatib
Maquette : Flavienne Allar

Service Photo : Pascal Lebrun

Administration :
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Pyramid Conseil - Paris
Tél. 43.48.07.82

Conception graphique : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers
Bottin-direct (Paris)

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : Chauvel/Sipa - Marc Dewanckel (p.1) ; Boccon-Gibod ThiSipa-Press (p.4) ; Marc Dewanckel (p.8) ; IrisSipa-Eco (pp.8/9) ; Sipa-Press (p.13) ; Marc Dewanckel (p.15) ; autres Pl.

Ce numéro a été tiré à 278.000 exemplaires



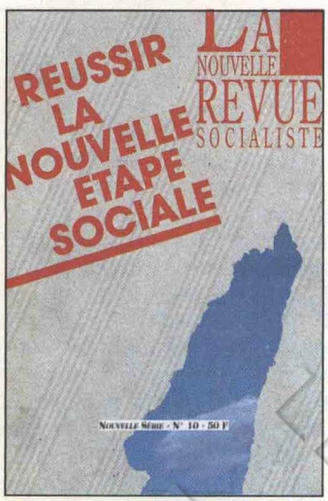
Séminaire PS-gouvernement

Du 18 au 20 septembre, se tiendra un séminaire du bureau exécutif du PS à Joué-lès-Tours. Il débutera le 18 par une réunion du bureau exécutif qui, après une introduction de Pierre Mauroy, fera un tour d'horizon de la situation politique.

Puis, seront définies les actions prioritaires dans lesquelles veut s'engager le PS dans les prochaines années. Jacques Delors, Pierre Guidoni et Gérard Fuchs donneront un éclairage sur la politique internationale. Michel Charzat présentera l'état d'avancement de la préparation du projet du PS. (Actuellement, cinq commissions ont été formées. Elles ont contacté près de 500 intellectuels pour les auditionner jusqu'à la mi-novembre. De ces entretiens sortiront des analyses et des propositions sur la société française et les bouleversements dans le monde, qui seront soumises à discussion au sein du PS.)

Des intellectuels comme Adam Michnick, Emmanuel Todd et Jacques Marseille ont été conviés à un débat avec les responsables du PS, le 19, dans la soirée. Enfin, le 20, une discussion s'engagera sur le long terme entre les membres du bureau exécutif et les ministres après un exposé de Michel Rocard.

La nouvelle étape sociale



Le 17 juin dernier avaient lieu les Rencontres socialistes organisées sur le thème "Réussir la nouvelle étape sociale" lancé par Pierre Mauroy à la fin de l'année dernière avec un réel succès.

Dans sa dernière livraison, "La Nouvelle Revue socialiste" publie l'essentiel de ces débats.

Pourquoi une nouvelle étape sociale ? Parce qu'il est sans doute nécessaire d'élargir aujourd'hui le champ d'action du gouvernement. Reprise de l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés, volonté de réduire les inégalités : telles sont sans doute les orientations principales qui doivent fonder la nouvelle étape sociale.

Cette nouvelle étape et l'élaboration du projet sont les deux faces complémentaires d'une même action qui doit nous permettre de rendre confiance aux Français.

Dans ce numéro de "La Nouvelle Revue socialiste", on trouvera les signatures de Gérard Collomb, Michel Charzat, Pierre Mauroy et Michel Rocard ainsi que le compte-rendu des travaux des cinq forums et les conclusions des cinq rapporteurs : Pierre Moscovici, Jean-Claude Boulard, Sylvie François, Michel Debout et Jacques Guyard.

CAMPAGNE D'ABONNEMENT PAGE 15



Les nimbes et le labyrinthe

Mais que fait donc le Parti communiste ? Enfermé dans des certitudes d'un autre âge, il semble tourner en rond comme une boussole sans repère.

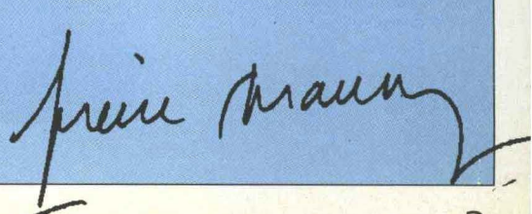
Le Parti communiste se déclare "gorbatchevien". Dimanche dernier, le président américain George Bush et le président soviétique Gorbatchev se rencontrent à Helsinki. La fin de la guerre froide est consacrée. L'érosion du conflit Est-Ouest est confirmée. Le rôle prépondérant de l'ONU est affirmé. Les socialistes, attachés au principe de la sécurité collective, s'en réjouissent. Le Parti communiste critique sévèrement et préfère sans complexe une "Pravda" conservatrice à un Gorbatchev réformateur.

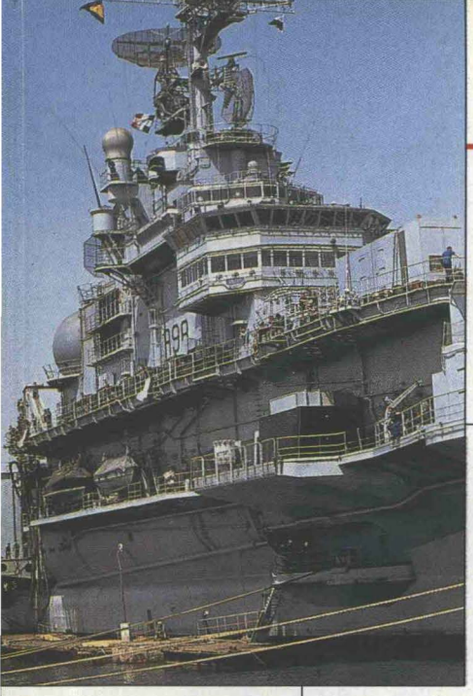
Le Parti communiste s'affirme réaliste. Mais que choisit-il ? L'aveuglement, lorsqu'il combat, seul, la fin de cette division artificielle en deux Etats de la nation allemande. L'illusion, lorsqu'il propose que, dans le prochain budget, on transfère par un coup de baguette magique "40 milliards de dépenses nucléaires vers l'Education nationale."

Le Parti communiste se veut progressiste. Mais comment se positionne-t-il à l'Assemblée nationale ? Par, bien sûr, certains votes positifs, mais aussi, quelquefois, le refus, le vote contre, contre la prévention des licenciements économiques, contre le contrôle du travail précaire. C'est, au mieux, le refuge, l'abstention : abstention pour l'instauration du crédit-formation, abstention pour la lutte contre le surendettement des ménages.

Alors, que fait le Parti communiste ? Dans ce monde en mutation si rapide, il s'égare dans les nimbes bleutées de l'immobilisme et s'enferme dans le labyrinthe du refus. Dans ce monde-là, pourtant, la cohésion et l'unité de la gauche se posent en des termes renouvelés.

Premier ministre de l'union de la gauche, premier secrétaire d'un Parti qui veut rassembler à gauche, je ne me résouds pas à cette impasse. Et je dis aux communistes : "Ressaisissez-vous !"





Jean-Pierre Chevènement : "La fin des tensions Est-Ouest n'est pas la clef de la paix"

Les événements du Golfe ont mis en évidence, de façon brutale, la fin d'un monde et la probable émergence d'un nouvel ordre international. Alors que l'issue de la crise reste indécise, Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, en tire les premiers enseignements et analyse les conséquences prévisibles pour la France et l'Europe.

"Vendredi". La crise du Golfe résulte-t-elle de la fin de la période de Yalta ?

Jean-Pierre Chevènement. Dans le monde dit "de Yalta", fondé sur l'équilibre de la terreur, chaque supergrand faisait régner l'ordre dans son camp. Cela n'empêchait pas ce qu'on a appelé les "conflits régionaux" entre l'Est et l'Ouest. On peut cependant noter que la guerre Irak-Iran n'était pas à proprement parler un conflit Est-Ouest. Soucieux de son indépendance, l'Irak avait diversifié ses relations pour échapper à l'influence excessive de son protecteur soviétique. Quant à l'Iran de Khomeiny, les tentatives américaines pour en faire un relais de leur influence dans la région, après l'écroulement du régime du Shah, ont très vite tourné court avec l'affaire des otages. On peut donc dire que la guerre Iran-Irak avait pour enjeu, à la fois, la stabilité dans la région entre le monde arabe et le monde perse, mais aussi la stabilité politique des régimes des Etats pétroliers, et une certaine stabilité dans les rapports Nord-Sud entre le monde arabo-musulman qu'une victoire de l'intégrisme iranien aurait profondément ébranlé, et ce qu'il est convenu d'appeler "l'Occident". Les Etats du Golfe et l'ensemble des pays arabes, à peu d'exceptions près, soutenaient massivement l'Irak.

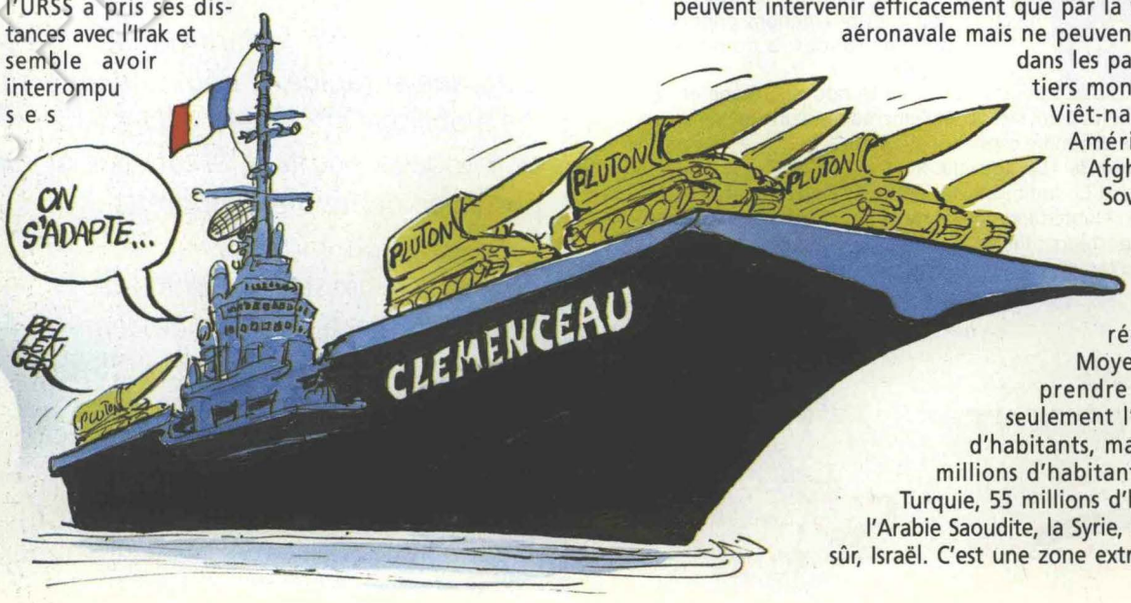
La crise que traverse l'URSS a eu des conséquences importantes, non seulement en Europe, avec l'effondrement du glacis soviétique et la réunification de l'Allemagne, mais aussi au Moyen-Orient et dans beaucoup d'autres régions du monde d'où l'URSS s'est désengagée (Afghanistan, Angola, Ethiopie, Amérique centrale, etc).

Au Moyen-Orient, l'URSS a pris ses distances avec l'Irak et semble avoir interrompu ses fournitures d'armes. Son rôle sera déterminant dans la suite du conflit. L'URSS a su utiliser sa position à l'ONU pour créer avec les Etats-Unis un nouveau rapport. Face à l'agression irakienne, l'URSS a soutenu les cinq résolutions des Nations Unies même si, à la différence de la France, elle ne participe pas au contrôle de l'embargo. On peut donc dire que la crise du Golfe a mis en valeur la fin de l'antagonisme Est-Ouest et la volonté de l'Union Soviétique d'intégrer la communauté des nations du Nord. La fin de la période de Yalta peut fournir le moyen de traiter pacifiquement la crise du Golfe en obligeant l'Irak, par un embargo efficace, à revenir sur l'annexion du Koweït. Le pire n'est pas toujours sûr.

Après la crise, quel sera le nouvel ordre international ? Quelle sera la place de l'URSS et des USA ? Les USA seront-ils les gendarmes du monde ?

L'URSS donne aujourd'hui la priorité à ses problèmes intérieurs, économiques et politiques, mais elle gardera un rôle diplomatique et militaire très important. Les Etats-Unis apparaissent comme la seule superpuissance complète dans le monde de l'après-Yalta. Elle dispose seule à la fois de la puissance économique et financière et de la capacité militaire d'intervenir très loin de ses frontières. Il en va différemment de l'Allemagne et du Japon, superpuissances économiques mais qui n'interviennent pas dans le conflit. On peut se demander d'ailleurs si l'économie n'est pas aussi, pour ces deux pays, le moyen de faire de la politique autrement. Toutefois, je ne crois pas que les Etats-Unis aient les moyens d'être véritablement les supergendarmes du monde. Toute l'expérience récente montre que les puissances du Nord ne peuvent intervenir efficacement que par la voie aérienne ou aéronavale mais ne peuvent tenir le terrain dans les pays importants du tiers monde. On l'a vu au Viêt-nam pour les Américains et en Afghanistan pour les Soviétiques.

On ne peut faire l'impasse sur la notion d'équilibres régionaux. Au Moyen-Orient, il faut prendre en compte non seulement l'Irak, 17 millions d'habitants, mais aussi l'Iran,45 millions d'habitants, l'Egypte et la Turquie, 55 millions d'habitants chacun, l'Arabie Saoudite, la Syrie, le Yémen et, bien sûr, Israël. C'est une zone extrêmement fragile,

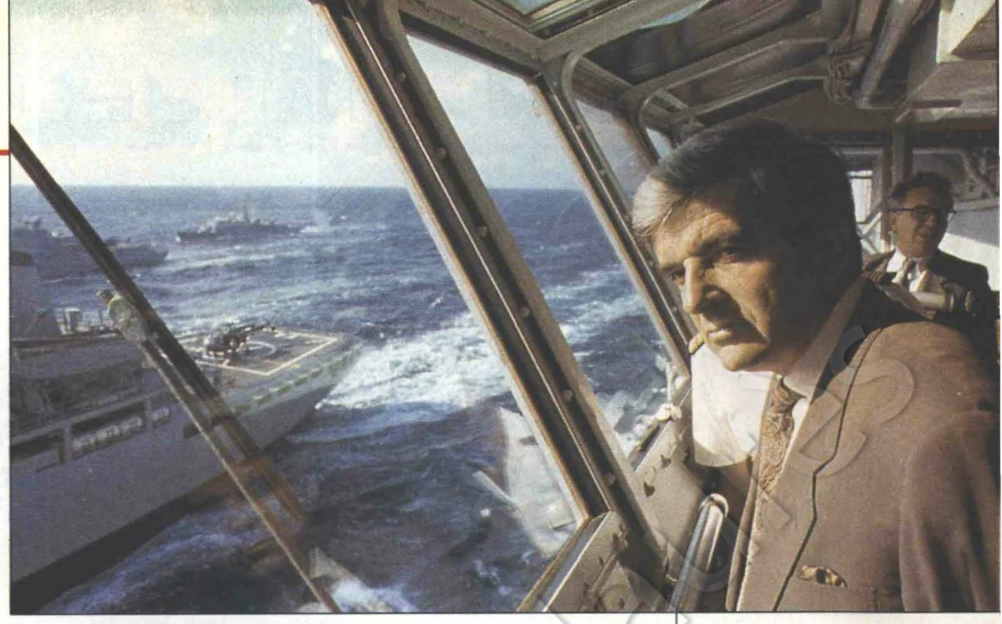


L'Internationale socialiste et le Golfe

L'Internationale socialiste condamne l'agression irakienne contre le Koweït et le refus de l'Irak de respecter les décisions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Nous adressons un appel à toutes les parties concernées afin qu'elles appliquent rigoureusement ces décisions et nous demandons instamment aux Nations Unies d'accélérer les initiatives en vue de résoudre le conflit.
Le retrait des troupes irakiennes du territoire koweïtien doit être immédiat, afin que le Koweït puisse disposer de son gouvernement légitime, et tous les ressortissants étrangers détenus en otages doivent être libérés par le régime irakien.
Nous demandons que le soutien le plus large possible s'exprime en faveur de l'action menée dans le cadre des Nations Unies, dont des sanctions internationales efficaces. C'est la seule manière d'assurer une issue pacifique au conflit, évitant ainsi les escalades inutiles et les souffrances humaines.

➡

DE LA DEFENSE



A bord du Clemenceau

où l'équilibre ne peut être maintenu que de manière indirecte. L'usage de la force doit toujours être dosé en fonction d'une analyse politique prenant en compte l'ensemble des facteurs sociaux, économiques, culturels, diplomatiques et militaires. Nous sommes entrés dans un monde multipolaire ; il faut privilégier le rôle de l'ONU, et aussi la compréhension entre des aires de culture différentes (le monde arabo-musulman, l'Amérique latine, le monde indien, la Chine, le Japon, la Russie, l'Europe, l'Amérique). Il faut essayer de maintenir un maximum de rationalité dans les relations internationales. C'est là un rôle digne de la France.

Il faut concilier un certain sens de l'universel et la compréhension des spécificités de chaque culture. Toutes les sociétés arabo-musulmanes ne sont pas au même niveau de développement historique. Chaque société a son itinéraire particulier. Le monde est infiniment divers. Aucune force n'est assez puissante pour le gendarmer à elle seule. Cela est d'autant plus vrai qu'au plan économique, les Etats-Unis enregistrent chaque année un énorme déficit de leur balance commerciale (600 milliards de francs), tandis que le Japon et l'Allemagne ont, chacun, un excédent de 450 milliards. Autre enjeu de la crise du Golfe : l'avenir des rapports Nord-Nord. Le prix du pétrole est une variable fondamentale dans les relations économiques internationales, avec le cours des monnaies et les taux d'intérêt.

L'erreur serait de croire, cependant, que les relations internationales pourraient se limiter à une compétition économique pacifique. On le voit avec la crise du Golfe : la dimension militaire est toujours présente à l'arrière-plan. Il ne faut pas sombrer dans l'angélisme, bien que ce soit une tentation naturelle et pas seulement des socialistes. Pascal disait déjà : "L'homme n'est ni ange ni bête. Et qui veut faire l'ange fait la bête." N'oublions pas que le monde reste dangereux. Et pas seulement au Sud. L'Europe elle-même est un continent instable. Les recettes libérales ne suffiront pas à résoudre les difficultés de l'Europe de l'Est qui n'est pas prête à en subir la rigueur. Il y a là des risques de "libanisation". Je crains que le conflit libanais, plus que l'annexion du Koweït qui appartient à un modèle dépassé des relations internationales, ne préfigurent les conflits du XXIe siècle.

Quels peuvent être désormais l'avenir et le rôle de l'Europe ? Quelle sera sa place ? Peut-elle être indépendante ? L'UEO (Union de l'Europe occidentale) peut-elle devenir efficace ?

L'Europe a, par son histoire et sa position géographique, des intérêts propres. Souvent, ces intérêts convergent avec ceux d'autre pays, mais non pas nécessairement ni toujours. C'est pourquoi il serait très utile que l'Europe ait une politique extérieure et une politique de défense communes. Il faut cependant vivre avec son temps et avec les réalités. Pour tout ce qui touche à la politique extérieure et à la défense, l'Europe est encore à l'état de projet.

A partir des réalités, quelques orientations peuvent être esquissées : la constitution d'un môle de défense à l'ouest de l'Europe, fondé à la fois sur la coopération franco-allemande et sur le potentiel nucléaire de la France et de la Grande-Bretagne ; le développement d'autres coopérations bilatérales, avec l'Espagne et l'Italie, notamment ; le renforcement de l'UEO pour lequel la France milite depuis plusieurs années. Il s'agit là de maintenir un équilibre de paix entre l'ouest et l'est du continent où demeurera la grande puissance militaire russe. A l'échelle de l'Europe tout entière, la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) devrait être le cadre d'une identité européenne de sécurité, à laquelle devraient être associés non seulement l'URSS, mais aussi les Etats-Unis.

Quelles seront les conséquences de la crise sur la politique de défense et les dépenses militaires de la France ?

La conséquence qui s'impose entre toutes, c'est la vigilance. Je l'ai souvent dit, sans toujours être bien compris : la réduction des tensions Est-Ouest est une excellente chose ; elle ouvre des perspectives très encourageantes pour le désarmement. Elle n'est pas, malheureusement, la clef de la paix universelle et perpétuelle.

Ceux qui se sont empressés de vouloir encaisser, pour la France, les "dividendes de la paix", doivent prendre conscience qu'ils ont pris leurs désirs -que je partage- pour la réalité.

En fait, les déséquilibres entre le Nord et le Sud, l'accumulation de la misère, des frustrations, les retards dans le développement historique, l'arriération sous toutes ses formes, les menaces de régression intégriste ou nationaliste, tout cela est lourd de crises et de conflits. La France, avec l'Europe, peut jouer un rôle modérateur dans ces pays. Elle a une longue tradition de relations avec le Levant, l'ensemble du monde arabe et l'Afrique ; elle y a tissé des liens nombreux et solides ; elle y est respectée.

Il ne s'agit pas de remplacer une croisade par une autre, mais de mettre notre influence et notre force au service de l'équilibre et de la paix, sans laquelle il n'y aura, dans ces pays, ni développement économique, ni démocratie.

Nous serons donc sans doute appelés, dans les années qui viennent, à multiplier les interventions outre-mer comme celles que nous conduisons aujourd'hui dans le Golfe -embargo pour le respect du droit international et dissuasion contre toute agression- ou au Tchad -protection de l'intégrité territoriale d'un Etat ami.

J'ajoute que les risques de déséquilibres n'existent pas seulement au Sud. En Europe, la fin du condominium soviéto-américain, qui verrouillait, d'une certaine façon, l'équilibre géostratégique, pourrait laisser place à certains dérapages. Beaucoup de frontières en Europe sont encore récentes et il faudrait être aveugle pour ne pas voir les risques de crise liés aux antagonismes nationaux, aux conflits ethniques, aux régressions populistes, et à la rivalité toujours latente des grandes puissances. En Europe aussi, la France, avec ses moyens militaires, peut contribuer à la stabilité et à la paix, en contenant les conflits potentiels au-dessous d'un certain seuil. "Empêcher la guerre et non la gagner", selon l'expression forte de François Mitterrand.

Dans ces conditions, nous devons adapter notre outil militaire à ses nouvelles missions : sans cesser de moderniser la dissuasion nucléaire, qui demeure la garantie de notre indépendance, il faut renforcer la mobilité de notre corps de manœuvre aéroterrestre et notre capacité de projection outre-mer. Nous avons commencé de le faire avec la mise en œuvre décidée en juillet 1989, du plan "Armées 2000" qui vise à doter la France d'un outil militaire moderne et plus ramassé, adapté aux défis des temps futurs. Mais de tout cela, nous aurons sans doute l'occasion de reparler. La défense est une chose trop sérieuse pour ne pas devenir l'affaire des citoyens...

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

➡

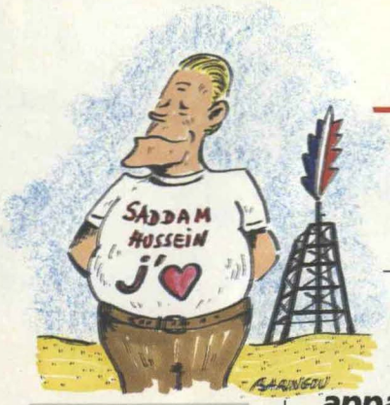
Reconnaissant les conséquences financières et matérielles du respect des sanctions économiques pour les Etats voisins et plus précisément ceux dont des travailleurs avaient auparavant un emploi en Irak et au Koweït, nous demandons aux Nations Unies d'organiser une assistance adéquate et l'aide humanitaire nécessaire aux réfugiés dans cette région.

Il est vital, à l'heure actuelle, que la communauté internationale se montre résolue face à l'agression irakienne et aux menaces de recourir à la violence.

En vue de créer les conditions propices à la paix et à la stabilité, le démantèlement des arsenaux d'armes chimiques s'impose, ainsi que l'arrêt du développement des capacités biologiques et nucléaires, et de nouvelles initiatives politiques de soutien à la liberté, à l'autodétermination et à la justice sociale au Moyen-Orient devraient être prises.

En outre, il est important que l'agression irakienne ne soit pas utilisée dans d'autres pays comme source d'inspiration pour une militarisation croissante et permanente dans la région.

Déclaration du 5.9.1990, Tampere - Finlande.



La nouvelle panoplie de Le Pen

A rebrousse-poil de la majorité de ses électeurs, désorientant une partie de ses militants, la position de Jean-Marie Le Pen sur la crise du Golfe apparaît paradoxale. Les logiques et les perspectives d'une stratégie risquée qui fait la part belle à certains courants à l'intérieur du Front.

Jean-Marie Le Pen aura réussi à apparaître comme le seul soutien à Saddam Hussein. Les communistes, en rupture avec Gorbatchev, reprochent bien à la France l'envoi du Clemenceau ou l'approbation d'une résolution 665 que Russes et Chinois ont votée. Les écologistes, après force contorsions, renvoient dos à dos l'Irak et les Etats-Unis. Mais, du moins, ni les uns ni les autres n'ont échangé d'amabilités avec l'ambassadeur d'Irak, qui déclarait dans "National Hebdo" : "M. Le Pen est quelqu'un qui a toujours des vues originales et intéressantes et, surtout, qui n'a jamais hésité à les exprimer sincèrement. C'est un homme courageux, car il faut beaucoup de courage, actuellement, dans le genre de société où nous vivons, pour exprimer sincèrement ses vues." Aucun n'a eu de mal à conférer aux étrangers retenus en Irak la triste qualité d'otage. Ni le front d'affirmer que "le seul risque qui pèse sur les ressortissants français en Irak, c'est le bombardement massif des populations civiles par le gouvernement américain qui n'a pas hésité à brandir la menace." Ni de s'être aligné presque sur chaque terme de l'argumentaire du pouvoir irakien. Ni, rêveur, de jouer les bons offices, à la manière d'un Kurt Waldheim que le leader du FN a félicité vigoureusement.

Changement d'image

Le caractère abrupt et provocateur de telles prises de position, s'il est bien dans la psychologie du personnage, a, cette fois, heurté une fraction importante de l'électorat du Front national. Si l'on en en croit le sondage Sofres-"Figaro", une majorité (56%) approuverait l'action de François Mitterrand. Jean-Marie Le Pen qui avait supporté, de l'expédition de Suez à la guerre du Viêt-nam, des combats plus douteux, a pris le risque d'apparaître à contre-emploi sur la crise du Golfe. On aurait pourtant tort d'assimiler sa nouvelle position, comme on le fait trop souvent pour le leader du Front, à quelque dérapage incontrôlé. Un bon spécialiste de l'extrême droite comme Pierre-André Taguieff, considère qu'il s'agit "d'une opération tactique de différenciation du consensus national. La logique de cette option, apparemment paradoxale, est à rechercher dans les directions internes du FN sur la construction de l'image. D'abord dérouter les accusations (Le Pen antiarabe) et, par là même, produire un bénéfice symbolique supplémentaire : Le Pen n'est pas xénophobe. Le Pen et Mégret savaient pouvoir compter dans ce combat difficile sur la composante la plus idéologique de l'extrême droite : le courant national-populiste, représenté notamment par les héritiers de Jean-Pierre Stirbois, la nouvelle droite, le GRECE."

En butte, avant les vacances, à une offensive, autour de Michel Schneider et de "Nationalisme et République", d'anciens collaborateurs de J.-P. Stirbois opposés à tout compromis avec la droite classique, Le Pen et Mégret retrouvent quelque crédit de ce côté-là. Quand il affirme : "Si l'arabisme, l'islamisme, doivent être redoutés, c'est ici, en France, plus que là-bas", ne remet-il pas l'inflexion sur les thèses de la nouvelle droite et du GRECE, privilégiant la radicalité des cultures sur tout universalisme ? Le monde séparé dont il rêve trouve dans le panarabisme l'allié qui vacille en Afrique du Sud. Mais, construit et voulu comme un rassemblement de l'extrême droite, le FN n'est pas à l'abri des tropismes. Et Le Pen ne pouvait ignorer les réticences qu'il rencontrerait. Chantre des nostalgiques de l'Algérie coloniale, Pierre Sergent a exprimé les siennes de manière feutrée. Porte-parole des intégristes de Saint-Nicolas-du-Chardonnet, l'abbé Lagueyrie, de façon plus directe. Ultralibéraux, atlantistes forcenés et autres croisés de l'Occident chrétien ont du mal à se reconnaître dans les positions actuelles du Front.

Petites faiblesses, grandes lâchetés

Présent, si l'on ose dire, de plus en plus, comme ressort, l'antisémitisme n'est probablement pas absent de l'évolution actuelle. Suivant le principe, appliqué au conflit du Moyen-Orient, que "les ennemis de mes ennemis sont mes amis", la haine antijuive a souvent suscité au sein de l'extrême droite des vélléités pro-arabes. Pour preuve, le défunt François Duprat ou l'actuel secrétaire des Amitiés franco-irakiennes, Gilles Munier, qui attribue, non sans quelque crédibilité, dans "Le Quotidien de Paris" "l'évaluation actuelle du FN, tactique ou non, à d'anciens RPR ralliés" (on pense à ces piliers du Club de l'Horloge que sont Bruno Mégret et Yvon Blot). L'inverse est également vrai, et l'on a vu des nostalgiques du fascisme se jeter dans un pro-israélisme forcené par haine de l'Arabe. On a les boucs émissaires qu'on veut !

Reste à savoir si ce changement d'image durera ce que durera la crise, Le Pen lâchant quelque lest du côté de ceux qu'il a désarçonnés ou s'il préfigure une stratégie à plus long terme. Bruno Mégret enfonce le clou dans "Présent" : "Jean-Marie Le Pen aura apporté la démonstration qu'il n'est pas, comme le décrivent ses adversaires, un homme impulsif, va-t-en-guerre et irresponsable. Le Front national aura démontré par ailleurs qu'il n'est pas animé par une hostilité primaire viscérale envers les Arabes, mais qu'il est simplement et vigoureusement opposé à la politique de l'immigration... Sur ce problème, comme sur bien d'autres, les erreurs catastrophiques de la classe politicienne et les positions éclairées du Front national accéléreront son arrivée au pouvoir." Une chose est sûre à droite : Le Pen a renoncé à s'insérer dans le jeu politique traditionnel. Voulant apparaître, dans la perspective de l'élection présidentielle pour laquelle il caresse des espoirs de second tour, comme le seul opposant au pouvoir actuel, il parie, face à la détermination de François Mitterrand, sur l'usure du temps, les petites faiblesses et les grandes lâchetés. Faut-il également y ajouter une certaine fascination pour la forme de régime qu'incarne le dictateur de Bagdad ? En tout cas, le choix de héros comme Saddam Hussein ou Kurt Waldheim n'est pas de nature à heurter sa sensibilité.

Bernard Chaouat

France Plus

Plus haut la Vie !

Première université d'été de "France Plus", du 13 au 16 septembre, à Hourtin.
Sept thèmes de réflexion :
- *plus haut la poitique d'intégration,*
- *plus haut les valeurs*
- *plus haut les femmes,*
- *plus haut la ville,*
- *plus haut les médias,*
- *plus haut la politique,*
- *plus haut l'entreprise.*

Renseignements : "France Plus", 57 Bd. de Magenta 75010 Paris Tél. 40.38.40.00

Parce qu'aux dangers de l'extrémisme doit répondre l'intelligence de l'humanisme, la LICRA donne une tonalité et une ampleur exceptionnelles à ces "6 heures pour la fraternité".
Hippodrome de Paris-Vincennes dimanche 16 septembre de 10 h à 18 h
Un programme de fête pour toutes et tous, petits et grands, de toutes origines et opinions. Concerts publics, forum des écrivains, manèges, animations sportives, montgolfières, artistes et sportifs en fraternité.
Renseignements : 42.21.42.37 et 45.08.01.00



AVENIR

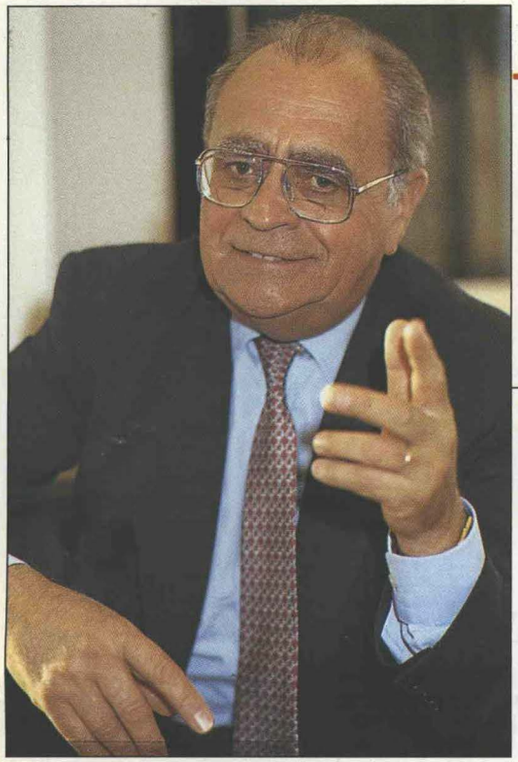
Il y a enfin un mot que tous les Européens peuvent comprendre.

Coll. Fondation Jean Jaurès

AVENIR AVENIR AVENIR **LE PREMIER AFFICHEUR EUROPÉEN.**

AVENIR HAVAS MEDIA - 114, rue Galliéni - 92100 Boulogne-Billancourt
BP 417 - 92103 Boulogne-Billancourt Cedex - Tél. : 47.12.20.20 - Fax : 47.12.20.99 - Télex : 633 262

Pierre Bérégovoy : "Faire un effort équitablement partagé"



Le projet de budget 1991 vient d'être adopté en conseil des ministres avant de subir, cet automne, l'épreuve du Parlement. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, de l'Economie, des finances et du budget, explique les choix du gouvernement et précise les précautions prises au cas où les choses tourneraient mal dans le Golfe. Il répond également sur son engagement socialiste et les débats passés comme à venir.

***"Vendredi"*. L'exercice du budget de cette année n'est-il pas un peu surréaliste ? Si la guerre éclate tout de suite ou si l'enlisement actuel se prolonge, les conséquences ne seront pas les mêmes. Sur quels critères avez-vous fixé le montant de la facture ?**

Pierre Bérégovoy. Le budget prend en compte les hypothèses économiques arrêtées pour 1991 après les événements du Golfe, tels que nous les connaissons aujourd'hui. Naturellement, si la situation s'aggravait considérablement et si le prix du baril de pétrole -que nous avons estimé de 25 dollars pour 1991- passait brutalement à 50, nous serions obligés de procéder à une révision de notre politique budgétaire.

Les orientations de notre politique économique restent inchangées : croissance non inflationniste fondée sur l'investissement productif et créatrice d'emplois, monnaie solide pour éviter une course à la hausse des taux d'intérêt, réduction des inégalités pour assurer la cohésion sociale de la nation.

Le gouvernement a voulu seulement corriger les effets connus de la crise du Golfe. Bien entendu, certains objectifs seront peut-être plus difficiles à atteindre. Raison de plus pour ne pas être imprévoyant. Le surréalisme consisterait à faire comme s'il ne s'était rien passé. Ce que vous appelez la facture concerne le pétrole et ses effets indirects sur l'économie. Un risque d'inflation, un peu moins de croissance, un peu plus de déficit extérieur. D'où une baisse de 3 points au lieu de 2 sur le taux majoré de TVA, des économies budgétaires recyclées en faveur de l'investissement, notamment dans l'industrie, et un effort demandé aux plus aisés de nos concitoyens avec l'augmentation de l'impôt sur la fortune et la taxation de certaines plus-values.

Le mot rigueur est employé mal à propos. Pour moi, rigueur veut dire bonne gestion, et celle-ci doit être permanente lorsqu'il s'agit de gérer l'argent public. Ne confondons pas rigueur et austérité. On a connu des plans d'austérité dans le passé. Tel n'est pas le cas aujourd'hui car, si nous voulons maîtriser la demande intérieure, c'est pour encourager l'offre et exporter plus afin de payer une facture énergétique plus lourde.

Justement, pourquoi cette bataille autour de l'impôt sur les sociétés, l'IS, alors qu'un point en plus ou en moins représente environ 2,7 milliards pour un budget supérieur à 1.000 milliards ?

D'abord une remarque : il s'agit d'une baisse de l'impôt sur les bénéfices réinvestis dans l'entreprise. Les bénéfices des sociétés comprennent deux parties : ceux qui sont distribués, taxés à 42%, et ceux qui restent dans l'entreprise, taxés à 37%, taux que nous proposons de réduire à 34%. Les socialistes suédois, dans un pays où l'industrie est solide et le chômage faible, l'ont fait bien avant nous, et ils ont choisi de taxer à 30%, au 1er janvier prochain, les bénéfices des sociétés, qu'ils soient distribués ou non. Nous en sommes loin.

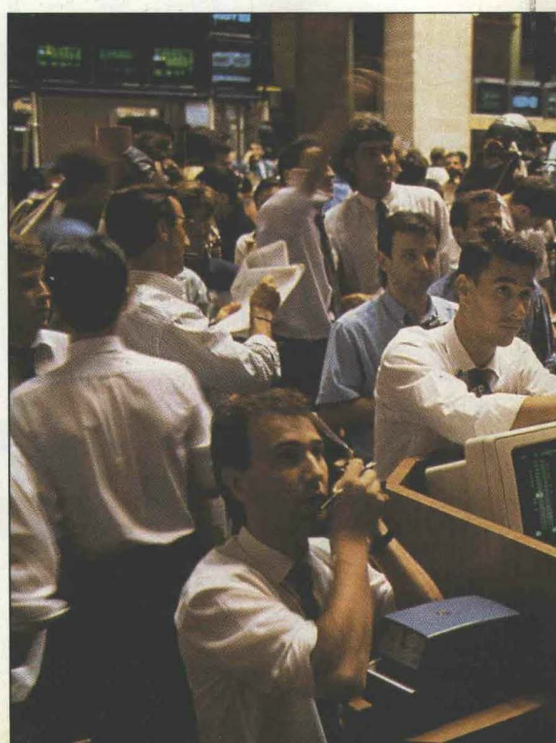
Naturellement, l'on peut s'interroger pour savoir si la mesure est efficace ou non. Moi, je crois que oui. Mais on ne peut pas dire que c'est un cadeau aux entreprises. C'est un encouragement à investir. En outre, cette mesure ne peut pas être isolée de son contexte. Nous en avons pris d'autres plus ciblées pour soutenir l'investissement et l'emploi. Par exemple, nous avons décidé de réduire le taux de la taxe professionnelle sur la valeur ajoutée dont le coût pour le budget ne pèsera qu'en 1992. Le PS le demandait, nous l'avons fait, et je l'ai fait parce que j'y crois. Nous prévoyons un certain nombre de dispositions pour encourager la recherche, dont le crédit d'impôt-recherche, qui va passer de 5 à 40 millions, avec une disposition spécifique pour les laboratoires. L'année dernière, nous avions encouragé les investissements de protection de l'environnement ; cette année, ce sont ceux qui économisent l'énergie qui pourront être amortis à 100% la première année. L'année dernière, nous avions taxé plus fortement les plus-values financières des entreprises ayant un caractère spéculatif : nous continuerons cette année. Nos propositions constituent un ensemble favorable à l'investissement au détriment de la spéculation.

Il y a un volet social dans le budget : en plus des dépenses de solidarité (RMI, logement social...) la baisse de la TVA profite aux consommateurs. Nous alourdissons de 6,5 milliards les impôts qui frappent la fortune et certaines plus-values immobilières. Se pose la question du pouvoir d'achat. Si on laisse l'inflation déraper, il sera atteint, notamment celui des petites gens, d'où la priorité donnée à la lutte contre l'inflation par la maîtrise des coûts. Il est clair que le pouvoir d'achat des salaires s'est amélioré depuis deux ans, et nous devons faire en sorte que les salariés les plus modestes ne subissent pas les effets de la conjoncture nouvelle. La maîtrise des coûts de production dans le nouveau contexte international va être plus difficile. Elle est pourtant essentielle. C'est pourquoi, dès ma première intervention, j'ai dit aux entreprises et aux commerçants : ne jouez pas avec les étiquettes, l'effort qui s'impose, je le demande d'abord à vous.

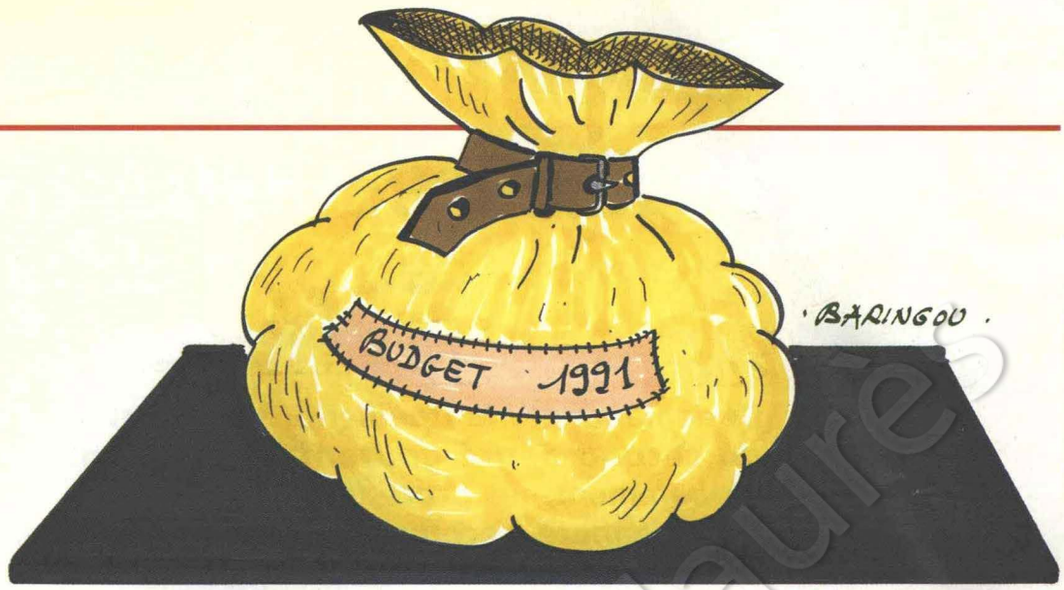
Et les bas salaires dans le privé ? Utiliserez-vous l'arme du SMIC si les négociations entre patronat et syndicats n'aboutissent pas ?

Il est prématuré, aujourd'hui, de parler de ces questions. Jean-Pierre Soisson s'est déjà exprimé sur ce point : il faut que les négociations aboutissent. Mais il est certain qu'elles vont se dérouler dans un contexte différent. Dans le débat sur la loi de finances, je proposerai, après concertation avec les parties intéressées, sous l'égide de Jean-Pierre Soisson, une mesure pour encourager les fonds salariaux car, si on peut admettre que telle ou telle entreprise aujourd'hui confrontée à la concurrence internationale ne puisse pas distribuer immédiatement un pouvoir d'achat supplémentaire, il faut laisser une porte ouverte à la négociation. Les fonds salariaux que nous avons créés en 1983, avec Pierre Mauroy et Jacques Delors, n'ont pas eu le succès escompté, mais ils constituent un bon moyen de donner un contenu positif aux discussions salariales. L'effort à faire doit offrir aux salariés une perspective à moyen terme.

La baisse des crédits publics touchera-t-elle surtout les budgets d'investissement (dans ce cas, à quels projets renoncera-t-on ?) ou les budgets de fonctionnement et, alors, se traduira-t-elle par moins de fonctionnaires ou autant de fonctionnaires moins payés ?



BUDGET 1991



Le budget, tel qu'il est prévu, avec 1.278 milliards en dépenses, comporte une économie supplémentaire de 8 milliards. Aucun investissement n'est sacrifié. Dans le domaine militaire, quelques projets seront étalés dans le temps. Le nombre des fonctionnaires va augmenter de 11.000 : il diminue dans plusieurs secteurs et augmente ailleurs, notamment dans l'Education nationale et la Justice.

Autrement dit, les économies supplémentaires, qui sont réelles, sont mesurées. Nous réduisons le déficit budgétaire de 90 à 80 milliards pour éviter que la charge de la dette ne soit excessive. C'était décidé dès le mois de juillet en accord avec le groupe socialiste. Quand on analysera le budget, on constatera qu'il vise à favoriser la croissance.

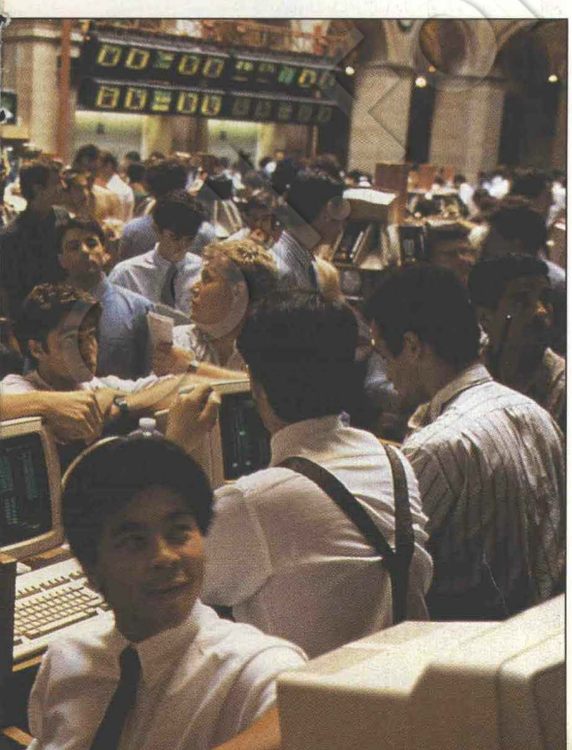
Et les fonctionnaires ?

La modification de la grille de la fonction publique n'est pas mise en cause. Dans l'Education nationale, les mesures déjà prises non plus. Il n'y a pas eu d'accord salarial mais, tout de même, le pouvoir d'achat global des fonctionnaires s'est amélioré ces trois dernières années. Cela fait environ 6% de pouvoir d'achat en plus en deux ans.

Pouvons-nous faire plus ? C'est-à-dire aller au-delà de ce qui est prévu par la réforme Durafour ? Pour le moment, je ne le crois pas. Ce n'est pas mon fait, ni celui du Premier ministre, si la facture pétrolière va augmenter de 10 milliards au minimum cette année, de 20 à 30 milliards l'an prochain, dans l'état actuel de nos prévisions. Si on laissait les choses aller, il y aurait dérapage, déficit important de notre commerce extérieur, plan d'austérité, arrêt brutal de la croissance et, au bout du compte, 200.000 à 300.000 chômeurs de plus. Pas besoin de règle à calcul pour le démontrer, on a encore en tête les exemples du passé. Il faut tout faire pour éviter de casser la croissance car le chômage, c'est la première des inégalités sociales. Les socialistes le savent. Depuis 1981, malgré toutes les difficultés rencontrées, nous avons toujours donné la priorité à l'emploi.

N'est-ce pas la modernisation du service public qui risque d'être la grande perdante de la crise du Golfe ?

Je ne crois pas que l'on puisse dire qu'elle sera atteinte. Je pense, puisque vous me demandez mon avis, qu'on pourrait sans doute faire un peu mieux avec un peu moins de personnel. Tous ceux qui connaissent ces questions le pensent. Si les événements du Golfe deviennent plus dramatiques, il est certain que nous serons conduits à des mesures d'économie plus rigoureuses ; il faudra économiser plus encore l'énergie et, sans doute, retarder tel ou tel programme.



Avec la priorité à l'investissement et à la lutte contre l'inflation, que devient la nouvelle étape sociale ?

Encourager l'investissement et, donc, la création d'emplois, lutter contre l'inflation, sont aussi des piliers de l'étape sociale. Je me méfie des augmentations de salaires qui seraient dévorées par l'inflation. Où serait l'étape sociale ? Au fond, elle est permanente pour les socialistes : elle s'appelle Education nationale, formation professionnelle, efforts pour le logement social, amélioration des conditions de vie dans les villes, développement des services collectifs, lois Auroux, lutte contre la pauvreté. Rien de tout cela ne va changer.

Et la contribution sociale généralisée ?

Le gouvernement l'étudie. Le Premier ministre a déclaré qu'elle ne devait pas être un impôt nouveau, je suis d'accord. Le PS demande qu'elle soit redistributive, je suis encore d'accord. Si c'est un moyen de mieux financer la protection sociale, et de faire en sorte que certains salariés paient un peu moins, c'est une bonne chose. Pour les bas salaires notamment. Si c'est une cotisation supplémentaire pour financer des dépenses sociales qui dérapperaient, alors, je crains que l'objectif recherché ne soit pas atteint.

Le budget avait été élaboré en concertation avec les socialistes. Avec les fuites dans la presse, qui annonçaient comme des décisions prises des mesures mettant en cause les arbitrages, le PS a vivement réagi...

J'hésite à vous répondre. Je suis contre les déclarations prématurées et contre les critiques prématurées. Quand une mesure est isolée de son contexte, tout le monde peut y perdre son latin. Mais j'aurais aimé, avant que les critiques ne soient émises, que l'on me téléphone. J'ai rencontré Pierre Mauroy et Louis Mermaz, après avoir reçu l'aval du Premier ministre, j'ai eu le sentiment d'être compris. Nous souffrons toujours d'un déficit d'explication.

Dans les circonstances où nous sommes, qui peuvent être plus difficiles encore, je ne dirai rien qui puisse mettre de l'huile sur le feu. Je considère que la cohésion gouvernementale, comme celle du PS, conditionne notre succès collectif.

Si j'ai souhaité une adaptation sans délai du budget, c'est pour éviter que nous soyons conduits plus tard à un plan d'austérité dont les effets seraient redoutables en 1992. Je n'ai qu'un souci : assurer sur le plan économique la réussite de la politique extérieure que mène avec tant d'autorité le président François Mitterrand. Qu'une ambition : que les socialistes gagnent les élections de 1993 et que leur candidat soit élu en 1995.

On a dit que vous aviez présenté votre démission. Vous sentez-vous à l'aise aujourd'hui dans ce gouvernement, et avec les socialistes ?

Non, je n'ai pas présenté ma démission. Oui, je suis toujours à l'aise avec les militants socialistes et j'ai le sentiment d'être compris. En juillet, j'ai participé à une excellente réunion du bureau exécutif. Nous nous sommes expliqués entre nous et tout s'est bien passé. En revanche, je ne saisis pas toujours les subtilités des conflits de tendances. Et même quand je comprends, je ne souhaite pas m'en mêler. J'ai fait un choix au congrès de Rennes, et je ne le regrette pas. De grâce, qu'on en reste à la solidarité retrouvée. S'affronter sur le plan des idées, projet contre projet, c'est bien, mais organiser une bataille sémantique autour de la baisse d'un point sur les bénéfices réinvestis des sociétés, c'est surprenant. Si c'est un critère de doctrine socialiste, je suis prêt à subir un examen de passage.

Jusqu'au 19 décembre, le budget peut être modifié. Beaucoup dépendra de l'évolution de la crise, et le PS n'a pas la majorité à lui seul : il n'est même pas sûr que PS et gouvernement aillent toujours au même pas. S'achemine-t-on vers une belle bataille parlementaire ? Quelle marge de manœuvre avez-vous ?

Nous n'avons guère de marge de manœuvre, mais le débat parlementaire aura lieu. C'est le Parlement qui vote les recettes et les dépenses, et le gouvernement, Michel Charasse et moi, avons toujours été attentifs à la discussion parlementaire. Nous ne sommes pas obtus. Quand une idée est bonne, nous la retenons. C'est vrai naturellement pour la majorité, mais ce pourrait l'être aussi pour telle proposition émanant d'autres groupes parlementaires. Il faut valoriser le débat et non le fuir. Mais il faut un débat clair sur des enjeux et non un débat partisan.

Les Français n'ont pas l'air tellement mobilisés. Comment vous y prendrez-vous pour leur faire comprendre qu'ils doivent se serrer la ceinture ?

Il ne s'agit pas de cela. Il s'agit, aujourd'hui, de faire un effort, un effort qui soit équitablement partagé. Les Français ont du bon sens, ils sentent bien que, lorsque le prix du baril de pétrole augmente de 50%, il se passe quelque chose dans le monde. Il faut leur tenir le langage de la vérité. Gouverner, c'est prévoir ; gouverner, c'est choisir. Ma conviction est que les socialistes, dans leur grande majorité, pensent cela aussi.

Interview :
Monique Grima.

◀ *Parmi les objectifs affichés du budget : "Favoriser l'investissement au détriment de la spéculation".*



Jeune Bordelais cherche poste au sud de la Loire

Ils demandent Montpellier et se retrouvent à Maubeuge. 340.000 enseignants du second degré goûtent tous les ans au charme des affectations. Si, globalement, les procédures s'améliorent, les derniers nommés, sans enfant ni ancienneté, découvrent les charmes du Nord et de l'Est.

Marie se croyait pourtant à l'abri des mauvaises surprises : professeur de physique -discipline qui pulvérise tous les records de pénurie avec 46% de postes non pourvus- elle avait rempli sa feuille de vœux en toute tranquillité. Sereine, elle avait demandé (1) en tête la Gironde, département où elle avait fait son stage de jeune certifiée, puis les académies de Bordeaux, Poitiers, Orléans, le département du Calvados et, par prudence, une académie très déficitaire, Rouen. Cette semaine, Marie a fait sa rentrée... à Bruay-en-Artois (62). Pas vraiment dans l'état d'esprit idéal pour arriver dans son premier poste. "Quand j'ai su où j'étais nommée, j'en ai été malade. Je ne connaissais personne dans la région, et pas question de rentrer chez moi le week-end. Je l'ai fait une fois. Entre l'essence et les péages, ça m'a coûté 1.000 F. Le train ? Cher aussi. Et la gare la plus proche est à Béthune." Et puis, il faut se loger. Contre toute attente, les loyers à Bruay sont très élevés. Pour un tout petit deux-pièces, Marie paie 1.900 F par mois. Sans compter les meubles, le réfrigérateur, la cuisinière. Résultat, la veille de la rentrée, Marie a dormi... par terre : le lit n'était pas arrivé. Philosophe, Marie se console : "Cela aurait pu être pire. Moi, au moins, j'ai un poste fixe en lycée." Géographiquement, Anne a été mieux servie. Dieppoise, elle est nommée dans son académie, Rouen. Mais, sans poste fixe -elle est titulaire académique (2)- et à cheval sur deux établissements. "Pour être prof, il faut d'abord avoir une voiture", ironise-t-elle. Tous les jours, elle parcourt allègrement la trentaine de kilomètres qui sépare ses deux collèges. "Mais le plus dur, souligne-t-elle, c'est de savoir qu'on ne sera plus là l'an prochain. Même si on se sent bien dans son établissement, on ne peut pas s'engager, se lancer dans des projets, organiser un voyage avec des collègues... On n'est pas vraiment intégré à l'équipe."

Arts plastiques ou EMT ?

Christine, elle, cumule tous les "avantages". Elle a demandé Reims -encore une académie qui manque terriblement d'enseignants- et se retrouve à... Pacy-sur-Eure. Elle n'est pas titulaire de son poste. Surtout, certifiée d'arts plastiques, elle se voit confier l'éducation manuelle et technique (EMT) : "Rien à voir avec ma discipline. Je suis censée leur enseigner l'électricité et la couture où je suis complètement incompétente." Anne fait contre mauvaise fortune bon cœur : "En 4e, je vais travailler sur l'urbanisme que je connais et faire du cartonnage. Ça pourrait être pire. Dans ma discipline, des copains se retrouvent conseillers d'éducation..."

Pourtant, l'époque où les couples se retrouvaient l'un à Lille, l'autre à Marseille, semble révolue. "Dans l'ensemble, les affectations, le "mouvement" pour les initiés, sont relativement satisfaisantes", estiment les syndicats à l'unisson . "La tendance globale est indiscutablement à l'amélioration", souligne Gérard Aschieri, du SNES. Reste que certains sont plus satisfaits que d'autres. Tout d'abord, les inégalités sont considérables selon les disciplines. Mieux vaut être prof de maths, d'espagnol ou de lettres classiques que de lettres modernes ou d'arts plastiques. Les désirs des enseignants ont évidemment d'autant plus de chances d'être satisfaits que la pénurie est importante dans leur matière. Pour éviter, cependant, que les académies attractives du Sud drainent tous les titulaires et que celles du Nord et de l'Est fonctionnent uniquement avec des maîtres auxiliaires (3), le ministère bloque des postes dans les régions les plus demandées. D'où, paradoxe apparent, des titulaires aixois se retrouvent à 800 km de chez eux alors que le lycée d'en face engage des maîtres auxiliaires. Logique, mais un peu rageant !

Faux satisfaits et vrais mécontents

Au total, d'après les estimations officielles, le taux de satisfaction varie de 25% à 45% selon les disciplines. Soit, dans le meilleur des cas, 55% d'insatisfaits. Pas de quoi se réjouir ? En fait, si. Car il y a insatisfaits et insatisfaits. Est considéré comme insatisfait l'enseignant dont aucun des six vœux n'est exaucé. Se retrouvent donc dans le même lot de "mécontents" l'agrégé d'un prestigieux lycée parisien qui en demande un encore plus prestigieux sur le trottoir d'en face et la mère de trois enfants, mariée à Toulouse, qui est nommée à Maubeuge.

Sachant qu'un jeune certifié démarre à 33 points, qu'une année d'exercice vaut globalement 10 points, un enfant également, un conjoint 40 -à condition d'être passé devant M. le maire, l'Education nationale ignorant le concubinage- il lui faudra 15 ans d'ancienneté pour arriver dans l'Hérault....

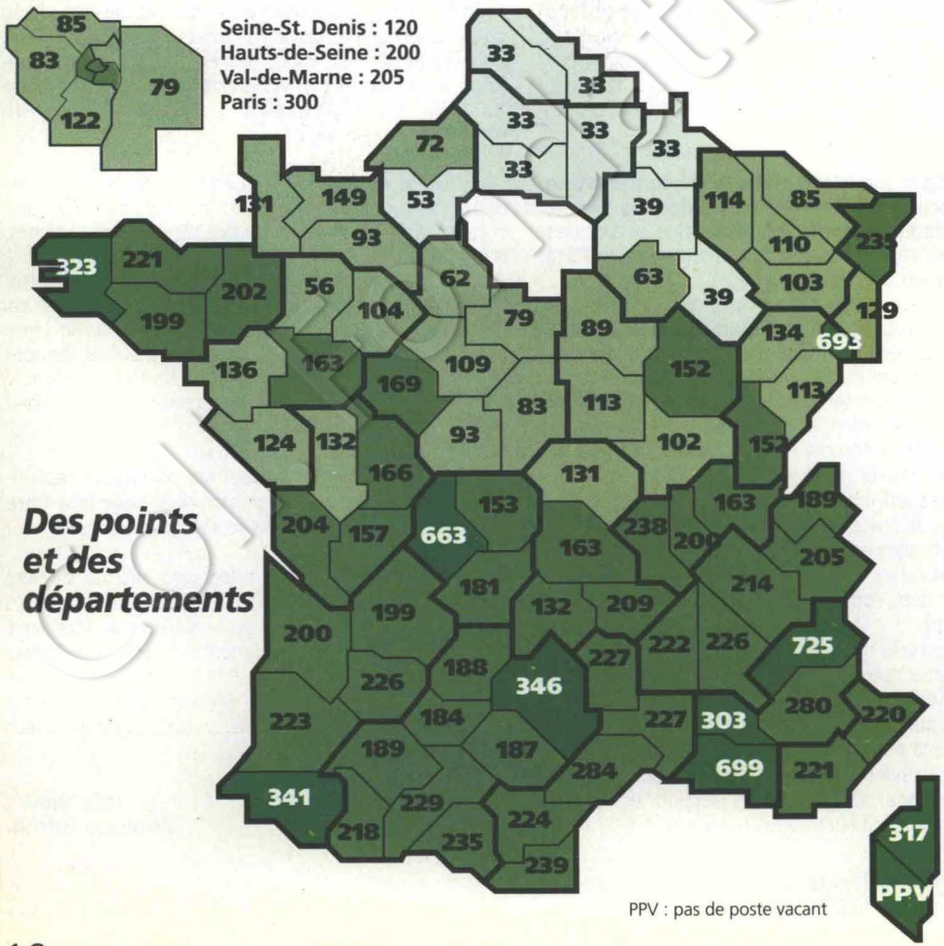
Et la situation risque de se dégrader à nouveau. La pénurie actuelle met les enseignants en position de force. L'amélioration des recrutements devrait arithmétiquement avoir l'effet inverse.

Patricia Jaffray

(1) Les enseignants ont droit à 6 vœux
(2) Professeurs titulaires mis à la disposition des recteurs pour assurer les remplacements de longue durée (au moins une année scolaire). Du moins, en principe...
(3) 40.000 sont en poste cette année

Dans la carte ci-dessous, département par département, apparaît le nombre de points nécessaire pour pouvoir obtenir un poste. Du vert clair au vert foncé, du Nord au Sud, il faut, en général, de plus en plus de points pour décrocher la timbale. L'exemple choisi est celui des lettres modernes, (rentrée 1990) une discipline particulièrement "difficile".

Source SNES





Bref rentrée

• 22.710 emplois ont été créés à l'Education nationale entre 1988 et 1990 -contre 1.510 les deux années précédentes- dont 1.300 nouveaux postes d'instituteurs -800 avaient été supprimés par M. Monory. En 1990, le budget de l'Education nationale, qui a augmenté de 14,2% en deux ans, est devenu le premier budget de l'Etat. Il le restera en 1991 : 11.180 créations d'emploi sont prévues.

• Grande campagne du PS pour la rentrée scolaire : 2 millions de tracts présentant la loi d'orientation ont été envoyés aux fédérations. En outre, 2.500 responsables nationaux et locaux ont reçu un petit recueil de six fiches-bilan sur les principaux dossiers (politique des personnels, IUFM, réorganisation de l'enseignement de la physique et de la chimie...).

• Les prix de la rentrée sont "très sages", estime Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la Consommation. Sur les 32.560 relevés effectués, la hausse moyenne est de 1,6%, soit environ moitié moins que le taux d'inflation. La rentrée scolaire n'en demeure pas moins un "gouffre" engloutissant 31 à 73% des budgets familliaux, selon la Confédération syndicale des familles, qui réclame l'abaissement de 18,6 à 5,5% de la TVA sur les fournitures scolaires et la refonte du système des bourses.

• 87% des instituteurs ont choisi leur métier parce qu'ils l'aimaient. C'est ce qui ressort d'une enquête menée par la Ligue de l'enseignement et les éditions Magnard. Quant à l'école de leurs rêves, elle serait spacieuse et ouverte comme l'agora antique et emploierait des enseignants à temps partiel, qui éviteraient la sclérose en ayant un second métier et en ne vivant pas en permanence dans un monde d'enfants.

• "Une vraie bavure", c'est ainsi que Marc Moingeon, président du Groupe des éditeurs scolaires a qualifié la suppression de la physique-chimie en 6e et 5e. 500.000 manuels avaient été tirés, et finiront majoritairement au pilon. Facture probable : 10 millions de francs.

VOTRE COURRIER

C'est également la rentrée dans la boîte aux lettres de "Vendredi", à en juger par le volume du courrier que vous nous adressez. Courrier international. Du Proche-Orient à l'Afrique, vos préoccupations vont au-delà des débats franco-français.

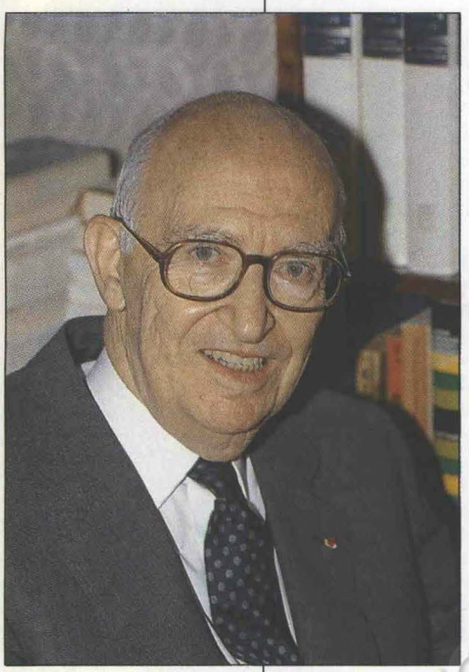
Le conflit du Golfe prouve le danger que représente la vente d'armements aux pays non démocratiques, voire totalitaires, qui violent périodiquement les droits de l'homme.
Les pays industrialisés sont toujours très satisfaits de fournir des armements à ces pays souvent sous-développés, et s'étonnent ensuite qu'ils s'en servent dans des conflits locaux. N'y a-t-il pas là une sorte de complicité par fourniture de moyens ?
Cette responsabilité des pays fournisseurs est malheureusement laissée dans l'ombre par les responsables politiques. Et la France socialiste et pacifiste a le triste privilège de rester le 3e exportateur d'armements du monde !
Or, l'Irak était le premier client de notre pays et doit à la France, pour ces fournitures, 6 milliards de dollars, soit plus de 30 milliards de francs. On aimerait voir appliquer dans ce domaine la rigueur financière qu'on veut faire supporter aux plus faibles, c'est-à-dire les salariés et contribuables.
Les ventes d'armements par les pays riches industrialisés aux pays pauvres sous-développés dont les populations vivent misérablement sont, de plus, scandaleuses puisque, non seulement elles ne contribuent pas à les sortir de leur sous-développement, mais accroissent leur endettement. C'est ainsi que certains pays consacrent 30 à 60% de leur budget aux dépenses militaires. Par exemple, 86% des ventes françaises d'armements ont été destinées au tiers monde dans la période 1982-1986. Il serait intéressant de connaître le solde débiteur de telles opérations commerciales.
On ne peut à la fois continuer la militarisation mondiale et vouloir apporter des remèdes à la faim dans le monde, à la pauvreté et à la misère. Il faut choisir. Si nous sommes incapables de faire ce choix, alors, cessons de gémir et de nous lamenter hypocritement sur la misère des pays pauvres, et des plus démunis de notre pays. A la longue, ces discours politiciens académiques deviennent indécents.
Léon Gilot - Clichy (92)

La crise du Golfe intervient dans un contexte international marqué notamment par la montée en puissance militaire, particulièrement nucléaire, d'un nombre croissant de nations, par le développement des fondamentalismes religieux à tendance totalitaire, par l'exacerbation des nationalismes, par le développement vertigineux de l'écart entre pays riches et pays pauvres comme entre riches et pauvres de même pays, par la marginalisation de pays ou de régions entières du globe, quantités négligeables pour l'économie mondiale. Tous ces facteurs entrent à des degrés divers dans le déclenchement de cette crise, et ce n'est pas une solution militaire qui apportera une solution durable : pas plus l'intolérable agression du Koweït par l'Irak qu'une éventuelle agression contre l'Irak.
Cependant, l'ambiguïté du consensus international anti-Saddam Hussein, ne supprime pas le caractère positif de ce consensus, dans la mesure où il apporte une réponse internationale quasi unanime, ferme, pacifique et, on le pense, efficace à une agression brutale. Il importe toutefois que l'aspect défensif l'emporte sur la tonalité va-t-en-guerre parfois perçue. Que la participation américaine à la force multinationale soit hégémonique, on peut le regretter sur le plan des principes, mais il semble que ce fût la seule manière d'arrêter l'expansionnisme irakien. Cela étant, il est indispensable que toutes les actions entreprises par la force multinationale restent dans le cadre des décisions onusiennes, pour éviter toute tentation de tirer profit de la situation pour régler son compte à l'Irak et à son président pour des motifs hors conflit, telle la sécurité d'Israël.
Entre deux risques, celui de la guerre et celui de la paix, il est préférable, me semble-t-il, de courir celui de la paix. Non à intransigeance jusqu'auboutiste !
L'accès de l'Irak à la mer, la suppression de certaines dettes irakiennes, par exemple, peuvent être discutées...
Car si la guerre est une suprême barbarie, ne faut-il pas l'éviter à l'extrême, sauf pour empêcher une barbarie plus grande ?
La vie d'un citoyen américain, irakien, koweïtien, israélien, palestinien et de tout autre citoyen du monde vaut plus que tout le pétrole du Moyen-Orient.
Je ne suis pas, pour ma part, prêt à faire la guerre, en boutons de manchette, du bout de ma plume ou de mon écran, avec le sang des autres.
Pour nos gouvernants, l'ardente obligation est le risque de paix. C'est aussi de favoriser l'émergence de démocraties plus que de soutenir des dictatures, de lutter avec plus de vigueur contre les déséquilibres mondiaux sociaux et économiques, c'est encore de moraliser et de limiter le commerce des armes, c'est enfin de travailler à un désarmement nucléaire gradué et généralisé.
Au risque de la paix...
Pierre Jaffry - Rennes (35)

Il est ainsi démontré, s'il en était encore besoin, que la détention de l'appareil d'Etat ne suffit pas pour avoir toujours raison sur la volonté populaire. Avis sans frais aux théoriciens de l'apolitisme et des gouvernements technocratiques ou de faction dans le tiers monde.
Les événements d'Algérie ont confirmé la nécessité de l'action politique, par la fidélité à la mémoire collective, par l'éducation et l'exemple, pour assurer le développement dans nos pays pauvres. Beaucoup d'éléments des classes dirigeantes du tiers monde et nombre de leurs partenaires extérieurs n'ont pas encore suffisamment fait leur autocritique personnelle et collective dans l'affaissement provisoire de l'Afrique, de cette Afrique qui se relèvera sûrement.
En plus des erreurs ciblées et dénoncées par la presse et les opinions publiques, nous nous sommes trompés en pratiquant, par exemple, le gigantisme industriel et immobilier, au détriment de l'autosuffisance alimentaire et de l'habitat social.
Depuis l'avènement des indépendances africaines, les discours, les choix et les comportements ont voulu privilégier, en Afrique, les actions de développement pour construire les nations et faire progresser la démocratie.
Aujourd'hui, force est de constater l'enlisement d'une telle orientation.
Parce que, simplement, faute de démocratie réelle, faute de contre-pouvoirs efficaces, le tribalisme, le copinage, la corruption, le gaspillage, la sous-information des populations et l'insuffisance numérique des cadres techniques de haut niveau ont fini par avoir raison des meilleures intentions. Il est temps, pour le moins, de conjuguer harmonieusement le développement et la démocratie.
Le tournant que vit l'Algérie constitue une alerte pour le Maghreb, pour des pays comme le Niger, le Mali et le Sénégal.
Le FLN a conduit victorieusement le combat pour l'indépendance et la liberté de l'Algérie. Mais il n'a pas su gérer son unité et favoriser l'ouverture démocratique. Il rencontre, en conséquence, des ratés dans l'effort de développement. Ces ratés alimentent des "votes-désespoir", comptabilisés par les forces islamiques. Les déçus des organisations politiques ont exprimé par là leur ras-le-bol et la condamnation de l'absence de perspectives politiques claires, en remettant leur sort à la volonté divine représentée, en l'espèce, par l'islam.
Il reste toujours au peuple algérien à consolider la liberté de chacun et de tous. Cette denrée précieuse est inséparable de la tolérance. Les leaders historiques comme Ben Bella et Aït Ahmed, ainsi que les démocrates qui gravitent autour du président Chadli Benjedid sont, à nouveau, interpellés par l'histoire.
Obeye Diop, ancien ministre du Sénégal, journaliste

Avec Jean Hamburger, une réflexion sur l'aventure de l'homme

En 1972, Jean Hamburger publiait "La Puissance et la fragilité" qui constituait un véritable état des lieux de la médecine. Depuis, des découvertes fondamentales ont bouleversé les connaissances et les possibilités. Bientôt vingt ans après, Jean Hamburger éprouve la nécessité de reprendre complètement sa réflexion.



"Vendredi". Pouvez-vous nous indiquer quelques-unes des plus grandes découvertes médicales de ces vingt dernières années ou des plus importantes innovations ?

Professeur Jean Hamburger. La biologie et la médecine ont sans doute fait de si considérables progrès dans ces vingt dernières années qu'il me faudrait des pages et des pages pour énumérer les connaissances nouvelles. Les secrets essentiels de la génétique ont été débusqués : toute l'existence d'un être humain, sa naissance, son développement, les étapes successives de sa vie, les maladies auxquelles il est prédisposé, son vieillissement, sa mort même, sont inscrits dans un programme héréditaire sous forme de commandes chimiques, que l'on parvient à définir une à une. L'immunologie, c'est-à-dire la connaissance des systèmes de défense de l'organisme, a connu une avancée fantastique : l'étude du rejet des greffes a donné une impulsion nouvelle à ce domaine de recherches ; on a découvert que chaque être humain a une personnalité biologique tout à fait unique et déchiffrable au laboratoire. Non seulement on réussit maintenant, par des greffes de rein, de cœur, de foie, à sauver d'innombrables malades menacés de mort ; mais les recherches sur l'immunologie de greffe ont conduit à la connaissance jusqu'alors insoupçonnée du mécanisme de nombreuses maladies graves.

Le médecin a, de plus en plus, les moyens d'agir sur la maladie. Dans quelle mesure les ressorts de la décision en sont-ils transformés ?

Les principes de l'action médicale sont restés les mêmes. Il s'agit à la fois de trouver le moyen de guérir la maladie et d'apporter au malade un soutien moral toujours important pour sa guérison. Ce qui est nouveau, c'est la difficulté de la démarche. D'abord la difficulté pour le médecin de rester maître de la masse sans cesse croissante des connaissances qui lui sont nécessaires pour mettre au service du malade toutes les chances que la médecine peut aujourd'hui offrir. Ensuite, les merveilleux médicaments salvateurs, qui guérissent aujourd'hui des maladies hier encore toujours mortelles, ne sont jamais des médicaments inoffensifs : peser le pour et le contre de telle ou telle action n'est pas toujours aisé, loin de là. Il faut maintenant au praticien une somme de connaissances, de lucidité, de bon-sens, de rectitude dans le jugement, qui dépasse de beaucoup ce que réclamait l'exercice de la médecine au temps où l'on ne disposait d'aucun moyen réellement efficace pour changer le destin.

Le progrès a-t-il modifié votre réponse à la question : doit-on dire la vérité au malade ?

Non. Plus que jamais, on doit dire la vérité au malade. L'expérience montre qu'il faut, pour obtenir la guérison, une véritable complicité entre le médecin et le malade : mieux celui-ci est averti de sa situation, du plan proposé pour y faire face, des difficultés possibles, mais aussi des motifs d'espoir, plus il participera à l'effort nécessaire, et meilleures seront les chances de succès. Cela n'empêche pas qu'il peut être dangereux de prononcer des paroles qui enlèvent tout espoir. Annoncer brutalement à un malade qu'il va mourir peut aggraver encore son état, parce que certains hommes ont besoin d'espoir pour vivre, comme ils ont besoin d'air. Et puis, le médecin est-il toujours à l'abri d'une erreur de pronostic ?

La mort a changé d'aspect. Quelles conséquences en tirer ?

Vous faites sans doute allusion au long chapitre que j'ai consacré dans "La Puissance et la fragilité" aux problèmes posés par le diagnostic du décès, la réanimation médicale, l'acharnement thérapeutique. La réanimation médicale sauve chaque jour des hommes, des femmes, des enfants, qui étaient auparavant voués à une mort certaine. Mais il arrive aussi qu'elle échoue et peut alors créer une situation qu'on n'avait jamais connue auparavant : le cerveau meurt, alors que le cœur continue à battre et les poumons à respirer en raison de moyens d'assistance artificielle. Or, quelle est la mission que les hommes ont confiée à la médecine ? Lui demande-t-on de lutter pour la survie de quelques organes ou pour celle d'une personne, c'est-à-dire un être doué de cet extraordinaire univers mental qui nous différencie d'un légume ? Je crois que la réponse est unanime. Un cadavre qui conserve une apparence de vie parce qu'on gonfle artificiellement ses poumons et qu'on maintient artificiellement une circulation du sang, alors qu'on a dûment et longuement vérifié que le cerveau est mort, voilà une situation qu'il n'est pas décent de prolonger. L'acharnement thérapeutique serait alors une faute professionnelle.

Vous êtes l'inventeur de la réanimation médicale. Quel en est le principe ?

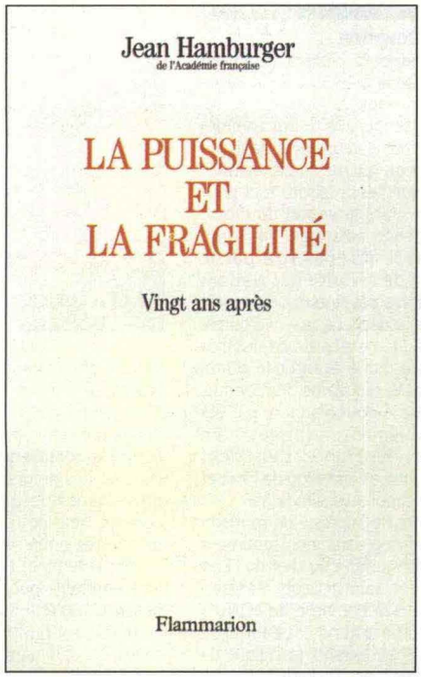
Le principe en est tiré des immortels travaux du physiologiste français Claude Bernard, au siècle dernier. Il montra qu'un corps humain est une association de quelque cent mille milliards de cellules vivant en commun sur les bords d'une sorte de mer intérieure, formée par le sang et les liquides intercellulaires. Il créa le nom de milieu intérieur et comprit que ce milieu devait conserver une composition chimique rigoureusement constante. Nous avons montré que les maladies aiguës graves tuaient souvent, non par destruction d'un organe essentiel, mais par les distorsions qu'elles créaient dans la composition chimique du milieu intérieur. La réanimation médicale consiste à reconnaître à temps ces distorsions, par une surveillance permanente pendant la période critique de la maladie, et à les corriger à mesure qu'on les découvre. Ce qui est remarquable, c'est qu'en agissant ainsi sur les conséquences de la maladie, et non sur sa cause, on obtient très souvent la guérison, dans des situations considérées autrefois comme désespérées.

C'est votre équipe qui, à Necker, a réalisé la première greffe de rein réussie entre non-jumeaux. Pouvez-vous, à partir de cet exemple, préciser la notion d'individualité immunologique ?

Chacune des cinquante ou cent mille milliards de cellules qui forment un corps humain possède, sur sa surface, une sorte d'éti-

Collection Roger-Viollet

quette chimique propre à l'individu et différant de celle de tout autre individu. Cette étiquette appartient, en particulier, à un système commandé par le patrimoine génétique et désigné par les initiales HLA. Nous avons eu la chance d'être mêlés à cette découverte, qui valut le prix Nobel à Jean Dausset, car celui-ci travaillait dans le même groupe hospitalier que moi au moment où nous cherchions le moyen d'éviter le rejet des greffes. Jean Dausset nous a beaucoup aidés dans cette recherche. J'ai tenté de raconter toute l'histoire, et l'importance philosophique autant que scientifique de la découverte de l'individualité biologique, dans deux livres : "L'Homme et les hommes" et "Demain, les autres".



Pour la première fois nous pouvons changer l'homme par des manipulations génétiques, ou le détruire complètement par l'arme atomique. Quelle est, à cet égard, votre réflexion ?

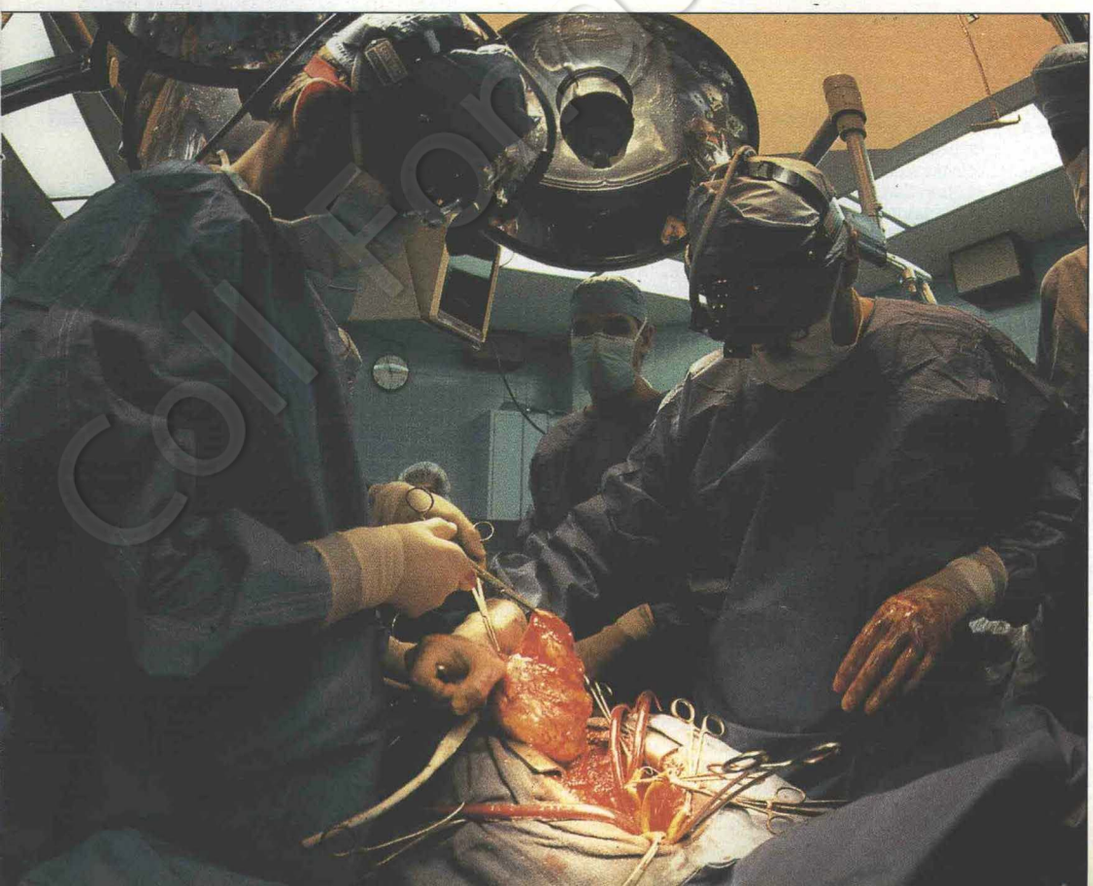
Je n'aime guère le terme de "manipulations génétiques", qui semble évoquer les manœuvres frauduleuses d'apprentis-sorciers. Les spécialistes parlent plus volontiers d'ingénierie génétique ou de génie génétique. La crainte exprimée parfois qu'on puisse changer ainsi la nature de l'homme pour créer des êtres plus intelligents, plus dociles ou plus talentueux est sans fondement sérieux, car il n'existe pas de gène de l'intelligence, de la docilité ni du talent. En revanche, il y a là l'espoir de guérir des centaines de milliers d'enfants qui souffrent et meurent d'affections héréditaires comme la mucoviscidose, les myopathies, l'idiotie familiale avec cécité, l'hémophilie et bien d'autres terribles maladies. Quant à la question de savoir si l'on peut être optimiste ou pessimiste sur l'avenir de la communauté humaine, j'ai du mal à formuler en quelques mots le résultat de réflexions sur un sujet aussi difficile. Il me semble certain que l'espèce humaine porte en elle, comme une fatalité, le risque de glisser sur une pente menant à de possibles catastrophes. Mais les hommes ont prouvé, en maintes circonstances, qu'ils avaient assez de lucidité et d'intelligence pour faire face aux pièges qui leur sont tendus. Le choléra, la peste ou la variole étaient, eux aussi, des catastrophes naturelles, et l'homme a bien réussi à en venir à bout.

Vous êtes l'auteur de deux biographies de médecins : "Le Journal d'Harvey" et "Monsieur Littré". Auriez-vous désormais plus de goût pour la littérature que pour la médecine ?

J'ai la nostalgie du temps où l'on pouvait consacrer sa vie à plusieurs disciplines sans se voir mettre une fois pour toutes une étiquette. Je peux vous en citer quelques beaux exemples, même s'il n'est pas question de se comparer à eux. Léonard de Vinci ne fut pas seulement le peintre de la "Vierge aux rochers" ou de la "Joconde", il fut encore sculpteur, musicien, architecte, urbaniste, ingénieur, anatomiste, botaniste, géologue, paléontologue, mathématicien, philosophe. Pascal découvrit la première machine à calculer, mais l'étiquette de philosophe ne lui convient pas moins. Savez-vous que Goethe n'est pas seulement l'auteur d'admirables poèmes, du "Faust" et des "Souffrances du jeune Werther", mais aussi d'un "Traité de l'architecture allemande", d'un ouvrage sur La "Théorie des couleurs" et d'un autre sur "La Métamorphose des plantes", et encore qu'on lui doit la description de l'os intermaxillaire, ainsi que le concept et le mot de morphologie ? La spécialisation étroite est un danger pour notre époque. Il faut réhabiliter les violons d'Ingres, d'autant qu'Ingres jouait merveilleusement du violon.

Vous concluez la nouvelle édition de "La Puissance et la fragilité" par la proposition d'une nouvelle éthique. Quels en sont les principes ?

Une des faiblesses de la politique des hommes est sans doute de construire des systèmes a priori, sortis tout casqués de la pensée, et se heurtant par là-même à la résistance entêtée des faits. C'est une des leçons de l'expérience scientifique : lorsque la théorie est construite sans accord avec la réalité, la réalité se venge. L'éthique ne me semble pas échapper à la règle. Ses bases fondamentales, la recherche de la justice et du respect de l'individu, ne souffrent pas discussion : elles sont la noblesse et le sens même de la condition humaine. Mais bien des aspirations morales expriment une révolte contre des lois biologiques éternelles, qui, elles, sacrifient l'individu au profit de la défense de l'espèce et ignorent totalement l'idée de justice. Or, on ne peut violer sans risque les règles qui permirent les développements de la vie sur terre. Je crois donc qu'il faut chercher la route étroite nous permettant de conduire aussi loin que possible notre désir d'imprimer notre empreinte spirituelle sur un monde qui lui est indifférent ou hostile, mais respecter en même temps des impératifs biologiques inviolables. C'est un combat difficile, dans lequel les hommes sont désormais engagés, sans toujours en être conscients.



Propos recueillis par Claude Polak

Médecin et philosophe

"Quelques hommes de science, au XXe siècle, sont sortis de leur tour d'ivoire pour réfléchir sur la condition humaine. Jean Hamburger en fait partie.
Enseignant, médecin, chercheur, philosophe, académicien, homme d'action et homme de réflexion, on lui doit la première greffe d'organe, la réanimation médicale, les grandes découvertes en immunologie, mais aussi des ouvrages de philosophie, car Jean Hamburger est passionné par l'homme, cet arrière-neveu de la limace, qui inventa le calcul intégral et rêva de justice." C'est ainsi que France-Culture présentait Jean Hamburger dans "Le Bon plaisir", en novembre 1988.
Le professeur Jean Hamburger est membre de l'Académie de médecine, de l'Académie des sciences et de l'Académie française. Outre une œuvre scientifique abondante, portant en particulier sur le rein, il a publié une dizaine d'ouvrages littéraires. Parmi ceux-ci : "La Puissance et la fragilité", Flammarion, 1972-1990 ; "L'Homme et les hommes", Flammarion, 1976 ; "Le Journal d'Harvey", Flammarion, 1983 ; "Le Miel et la ciguë", Seuil, 1986 ; "Monsieur Littré", Flammarion, 1988 ; "Dictionnaire promenade", Seuil, 1989.

Collection Vendredi

Notre-Dame de la mouise

A l'issue de sa tournée africaine, Jean-Paul II a consacré la basilique Notre-Dame-de-la-Paix, en Côte-d'Ivoire. Elle n'aurait coûté que 800 millions, pris sur la cassette personnelle du chef de l'Etat (heureux homme !).
Des esprits mal tournés estiment qu'on aurait pu affecter cet argent à autre chose. "Cela vaut aussi bien que ces armes rouillées, achetées à la France, et qui ne servent à rien", rétorque un évêque. Mais si, Monseigneur, à réprimer les émeutes populaires.

J.R.

Philippe Labro :
"Le Petit garçon"



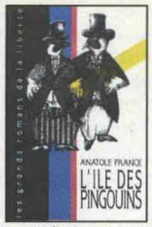
C'est le cinquième roman du directeur des programmes de RTL. Probablement le meilleur et un des plus en vue de la rentrée. Philippe Labro renvoie décidément à leur confusion ceux qui tiennent les gens de radio pour d'incurables inaptes à l'écriture. Le romancier a pris de la plume, l'homme de la maturité. Et, lorsque le second entraîne le premier à la recherche du petit garçon qu'il fut, une ballade fugitive commence.
"Un enfant ne sait rien. Un enfant sent tout". L'auteur puise largement dans sa mémoire pour dresser le tableau de cette enfance, de cette famille, de cette époque, mais aussi d'une certaine éternité de sentiments, de sensations, de saveurs.
Gallimard, 314 p., 90 F.

Françoise Lefèvre :
"Le Petit prince cannibale"



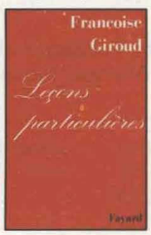
Depuis "La Première habitude", Françoise Lefèvre occupe une place bien à elle parmi les romanciers d'aujourd'hui : écriture précise, style impressionniste, ton d'une extrême sensibilité et, au total, des romans encore peu nombreux, mais immédiatement reconnaissables.
Pour "Le Petit Prince cannibale", elle n'a eu qu'à prendre en elle-même. Elle, l'écrivain, dévorée en tant que mère par ce petit garçon cannibale qu'elle a porté à bout de bras jusqu'à ce qu'elle le fasse sortir de son autisme. Passion d'écrivain, passion de mère. Lucidité, volonté et tellement de tendresse. Jusqu'au plus fort de l'adversité.
Actes Sud, 162 p., 89 F.

Anatole France :
"L'Ile des pingouins"
"L'Ile des pingouins" est une fable. Nous sommes tous des pingouins car, la Pingouinie, c'est la France. En 1908, l'affaire Dreyfus s'achève, l'insurrection du "Potemkine" fait entendre à l'Est des craquements annonciateurs. Une période cruciale pour Anatole France. A 72 ans, il est



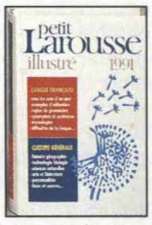
plus exigeant, plus ferme, plus engagé que jamais.
Il choisit donc l'apologue pour retracer l'histoire des Français - comédie et drame, Rabelais et Voltaire- et rendre compte sous couleur de canular d'une réalité âpre. De plus en plus sceptique, Anatole France : son adhésion à la révolution de 1917 se profile.
Messidor, 386 p., 183 F.

Françoise Giroud :
"Leçons particulières"



Françoise Giroud a soixante-quatorze ans. C'est dire si, une fois encore, elle nous surprend. Elle, pense qu'il est temps. Temps de répondre à la seule question qui compte : "Qui m'a transmis quoi ? Et comment, à mon tour, ai-je transmis idées, préjugés, comportements ?"
Admirable Françoise Giroud. Elle professe le scepticisme, a le cœur comme un vieux cuir depuis qu'elle a éprouvé la pire des injustices : celle que connaît un enfant. Mais elle ne cesse d'aller de l'avant, d'aimer passionnément son métier, de faire des progrès, de communiquer ce qu'elle sait aux autres. Quant à ce qu'elle a reçu, c'est une galerie unique de rencontres : Renoir, Gide, Saint-Exupéry, Malraux, Mauriac, Mendès France, Lacan, VGE, Mitterrand. Et une seule morale : celle du courage.
Fayard, 266 p., 98 F.

Le "Petit Larousse illustré"



L'aventure est d'autant plus rageante pour l'éditeur qu'il n'y aura, cette année, que très peu, voire pas du tout de champignons. Mais -en a-t-on assez parlé- à cause de la planche "champignons" mal légendée, l'édition annuelle de l'illustre dictionnaire n'avait pas été mise en vente à la date prévue. La voici, mycologiquement en ordre.
Pour le reste, on retrouvera les qualités éprouvées du PLI et notamment de constante mise à jour, de lisibilité du texte et d'abondance de l'illustration. Avec, comme chaque année, le lot habituel de nouveautés : 154 noms communs dont "faxer", "multiracial" et "privatisable" et 45 noms propres parmi lesquels "Arche" (comme la Grande) et Havel (comme Vaclav).
Larousse, 1.734 p., 215 F.

BLOC - NOTES

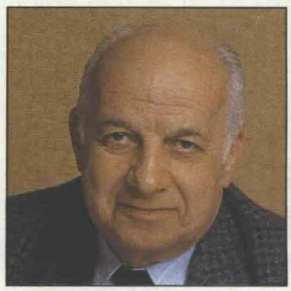
Claude Estier

7 septembre

J'ai bien écouté, hier soir, les propos tenus par le président de la République devant les journalistes. J'ai bien entendu que "nous sommes encore malheureusement dans une logique de guerre" mais, aussitôt après, que "nous faisons tout pour en sortir dans le respect du droit."
J'ai entendu aussi que "la France remplit le mandat fixé par le Conseil de sécurité des Nations Unies et n'a pas l'intention de sortir de ce mandat." Ce qui s'accompagnait d'une nette prise de distance à l'égard d'une éventuelle action américaine "soudaine, inattendue, sur laquelle nous n'aurions pas été préalablement informés." En somme, la France s'en tient aujourd'hui à l'embargo de l'Irak et entend l'appliquer sans faille.
La lecture de la presse de ce matin me confirme dans mon sentiment que l'intervention du chef de l'Etat a été tout, sauf belliciste. "Mitterrand sous la bannière de l'ONU", titre "Libération". "Le Figaro" retient : "Mitterrand, la logique de l'embargo" et "Le Parisien", plus précis encore : "Mitterrand : faites l'embargo, pas la guerre !"
Seule "L'Humanité" a entendu autre chose. Le quotidien du PCF affiche en première page : "Mitterrand dans la logique de guerre", tandis que son éditorialiste, Arnaud Spire, reproche carrément au président de la République de vouloir que l'embargo soit efficace. Il est vrai que le même éditorialiste semble déplorer que Mikhaïl Gorbatchev soit tout aussi déterminé à préserver la cohésion de ceux qui ont adopté les résolutions de l'ONU. "L'Humanité" fera donc silence sur le fait que les propos du président français ont été fort appréciés à Moscou.

9 septembre

Sur cette position, "L'Humanité" ne sera pas satisfaite des résultats de la rencontre d'Helsinki entre les présidents Bush et Gorbatchev, qui sont restés, à l'en croire, dans la "logique de guerre". Il est un fait que le président soviétique n'a pas écouté les conseils de Georges Marchais et des dirigeants du PCF. Je dirai "tant mieux" car je crois, comme beaucoup, que l'unité manifestée entre les Etats-Unis et l'URSS, la fermeté qu'ils ont exprimée ensemble pour condamner à nouveau l'agression du Koweït par l'Irak et pour renforcer l'embargo contre Bagdad -dans la même ligne que François Mitterrand jeudi dernier- constitue la meilleure chance pour que la crise actuelle trouve une solution autre que militaire. Même s'il cherche une ouverture du côté de l'Iran, Saddam Hussein est de plus en plus isolé du fait de la volonté commune des Américains et des Soviétiques qui s'inscrit, elle même, dans celle des Nations Unies. Il est encore difficile de prévoir l'évolution des événements mais, en fin de compte, si la guerre est évitée, comme nous le souhaitons tous, le sommet d'Helsinki n'y aura pas été pour rien.



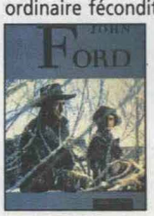
9 septembre

Fête de la Rose à Sardent, dans la Creuse, par une belle journée de fin d'été. Les militants et sympathisants sont venus nombreux pour cette reprise de contact. Avant le meeting, entouré de quatre parlementaires et des élus locaux du département, je reçois longuement une importante délégation de la Confédération paysanne. Eleveurs pour la plupart, ils ont quelques griefs à l'égard du gouvernement, mais ils sont venus pour dialoguer et ils condamnent les violences commises par d'autres dans la région. Avec des mots simples, ils souhaitent me faire comprendre, à moi, élu parisien, qu'il est de plus en plus difficile de vivre à la terre, mais que la désertification progressive de départements comme la Creuse constitue un grave péril national. Ils voudraient, en somme, qu'on les aide, par des prix garantis, à occuper l'espace. C'est une façon moderne de voir l'avenir de la petite paysannerie à laquelle les socialistes ne peuvent être indifférents.

10 septembre

Je n'aurai pas l'immodestie de polémiquer avec Jean-Paul II. Mais je ne crois pas que l'image de celui qui se veut le défenseur des pauvres et des opprimés sorte grandie de la consécration qu'il apporte aujourd'hui, après avoir, dit-on, beaucoup hésité, à la basilique de Yamoussoukro. Cet ensemble architectural gigantesque, sorti des rêves mégalomaniaques du vieil Houphouët-Boigny (qui a été jusqu'à faire reproduire sa propre effigie sur l'un des vitraux) aura coûté au moins 800 millions de francs, que le président affirme avoir entièrement payés "de sa poche". Sans même vouloir contester cette affirmation, je pense qu'elle ne saurait servir de justification dans un pays où des millions d'hommes, de femmes, d'enfants, ont à peine de quoi survivre comme viennent de le souligner l'archevêque d'Abidjan et les treize évêques de Côte-d'Ivoire, qui ont été aussi loin qu'ils le pouvaient pour tenter de dissuader le pape de venir accepter ce que "Le Monde" appelle joliment "l'offrande d'Houphouët-Boigny".

Patrice Rollet et Nicolas Saada :
"John Ford"
John Ford ne s'appelait pas John Ford, mais Sean O'Feeney. C'est l'ascendance irlandaise pour expliquer l'entêtement granitique de l'homme. De 1917 à 1966, il a mis en scène cent douze longs métrages et vingt courts métrages. C'est l'extraordinaire fécondité du réalisateur pour bien marquer sa prééminence écrasante sur tout le cinéma.



La gageure est de faire tenir un pareil homme et le monde qu'il a imaginé dans une monographie. L'inflexibilité de l'homme, l'unité de son œuvre viennent à l'aide des auteurs. Splendide illustration (tout le cinéma américain défile), textes de John Ford, de ses acteurs et de ses collaborateurs. Filmographie complète.
"Cahiers du cinéma", 144 p., 159 F.

Carreras, Domingo, Pavarotti



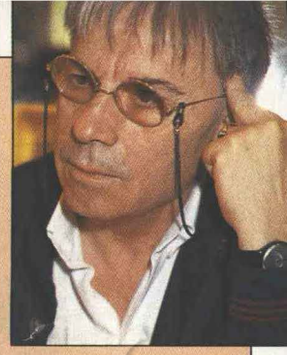
C'est le disque du concert donné le 7 juillet à Rome aux Thermes de Caracalla par les trois fameux ténors, pour la première fois rassemblés sous la baguette de Zubin Mehta.
C'est une fête pour la musique, pour les 6.000 spectateurs du concert, pour ceux qui l'écouteront en disque et aussi et surtout pour les trois illustres gosiers. Après quatre airs chacun, leur pot-pourri de plus de vingt minutes et leurs deux "bis" sont, à gorge déployée, un sommet de délire lyrique.
Decca, CD, 430433, 68' 18", env. 125 F.

Rossini :
"La Pie voleuse"



L'ouverture de cet opéra est archi-connue depuis que Stanley Kubrick s'en est servi pour une scène particulièrement brutale de son film "Orange mécanique". Le reste de l'opéra l'est beaucoup moins, et cet enregistrement prend heureusement place dans une discographie qui était vide.
Le livret larmoyant (une servante injustement accusée d'un vol) aurait suggéré un mélo insupportable à d'autres que Rossini. Lui, fait alterner larmes et rire avec bonheur. Se détachent Samuel Ramey et Katia Ricciarelli d'une distribution partout satisfaisante. Belle présentation : un livret de plus de 300 pages.
Sony, 3 CD, 45850, 3h 13', env. 350 F.

Sélection établie par Jacques Garat



AGUSTIN GOMEZ-ARCOS

Ecrivain espagnol, Agustin Gomez-Arcos a choisi de vivre en France. Aujourd'hui, l'auteur de "L'Agneau carnivore", qui n'écrit plus que dans notre langue, est l'un des romanciers "français" les plus traduits à l'étranger. Rencontre avec le plus espagnol de nos hommes de lettres.

"Vendredi". Pourquoi un écrivain espagnol décide-t-il de vivre en France ?

Agustin Gomez-Arcos. A l'époque où j'ai quitté l'Espagne, c'était le franquisme. La censure était très dure. J'écrivais alors des pièces de théâtre qui étaient presque systématiquement interdites. Quand elles étaient représentées, c'était avec des des coupures, des modifications. Il est arrivé un moment où j'ai décidé d'aller voir comment ça se passait ailleurs. Vous savez, nous, Latins, nous ne sommes chez nous que dans d'autres pays méditerranéens. Après deux ans à Londres, je me suis installé en France, juste après mai 68. On était encore en plein dans l'euphorie, le bonheur de ce printemps-là. Et puis, toutes mes traditions culturelles m'attachaient à la France. J'avais traduit Giraudoux en espagnol, j'avais lu la plupart des grands auteurs français dans le texte. Mon premier roman, "L'Agneau carnivore", je l'ai écrit en français. La liberté d'expression, je l'ai découverte chez vous. Aujourd'hui encore, où je pense souvent en espagnol, tout ce qui touche à la liberté, à la lutte pour les droits de l'homme, pour l'égalité, étrangement, je le pense en français. Je me souviens, quand on a joué ma première pièce en France, j'ai demandé au directeur de prévenir les ministres pour avoir leur autorisation, comme on faisait en Espagne. Il a éclaté de rire. C'est là que j'ai compris ce que liberté voulait dire. Pour moi, liberté, c'est toujours un mot français.

L'Espagne est redevenue une démocratie. Et vous restez à Paris. La vie y est-elle plus douce ?

Non, il subsiste encore en Espagne toute une vie de rencontres, une chaleur humaine qu'on a oubliée ici. La société française est de plus en plus fermée, égoïste. J'ai assisté à cette évolution au cours de mes vingt années ici. Regardez les romanciers d'aujourd'hui, ils ne parlent que d'eux, ils soliloquent. Ecrire, c'est parler de l'autre. Don Quichotte, c'est Don Quichotte, pas Cervantes, Joseph K., c'est Joseph K., pas Kafka, et Emma Bovary, malgré la boutade de Flaubert, c'est Emma Bovary, pas Flaubert. Mais il y a une chose merveilleuse, en France, c'est la passion de la lecture. Entendre que les Français ne lisent pas me fait sourire. A côté des Espagnols, ils dévorent. C'est fabuleux pour un écrivain ! Je n'ai pas pour autant cessé d'être espagnol, je le reste très profondément. Et cette double appartenance est une richesse extraordinaire.

Vous écrivez pourtant : "l'émigration est plus cruelle que la guerre"...

Absolument. Moi, je ne suis pas un émigré. Je suis un exilé volontaire. Celui qui quitte son pays pour des raisons intellectuelles est un homme libre, il peut avoir des idées, les exprimer. L'exilé est un privilégié, l'émigré un exclu.

Vos premiers livres étaient de violents réquisitoires contre le franquisme. Vous êtes presque aussi sévère avec la démocratie espagnole...

Avec toutes les démocraties. Elles s'imaginent qu'elles ont atteint leurs idéaux. Je crois que les régimes actuels ne sont qu'une étape. En Espagne, comme partout, il y a de plus en plus de pauvres et des riches de plus en plus riches. Je refuse de m'extasier devant ce genre de démocratie. Je ne crois pas à une démocratie sans solidarité. Or, celle-ci est absente.

Vous ne renvoyez tout de même pas dos à dos démocratie et franquisme...

Non, évidemment. Les libertés sont réelles en Espagne mais il subsiste des pesanteurs terribles. Il n'y a pas qu'en Espagne que des obscurantismes subsistent : par exemple, on est toujours viscéralement anticommuniste, en France comme en Espagne. Je ne suis pas communiste, mais ce rejet radical d'une idéologie fondamentale m'inquiète. Le pluralisme dont on nous rebat les oreilles est bien théorique. Je ne crois pas pour autant qu'il faille désespérer de la démocratie. Simplement, il ne faut pas penser non plus qu'elle est déjà construite. Jusqu'à présent, la démocratie semble être un régime idéal pour les puissants. Ceux qui ont le pouvoir ont vraiment tout le pouvoir.

Un seul de vos romans (1) est traduit en Espagne...

Et encore, il a été descendu en flèche ! Les Espagnols n'ont pas plus envie de se souvenir du franquisme que la France de la collaboration.

Vos héros sont toujours des exclus, un mendiant dans "L'Aveuglon" (2), votre dernier roman, un chômeur dans "L'Homme à genoux" (3)... Pourquoi ?

Il n'y a que les victimes qui m'intéressent. Si je vivais dans un monde juste, je peindrais des personnages strictement littéraires, des gens qui jouent du piano, qui coulent une existence dorée... Ce n'est pas le cas. Alors, oui, en ce sens, je suis un écrivain engagé. C'est vrai, Marruecos, le héros de "L'Aveuglon", vit à Marrakech. Mais, à quelques détails près, il aurait pu vivre de l'autre côté du détroit de Gibraltar...

Tous vos romans expriment la crainte du retour d'un moralisme rigide. Sommes-nous en train de régresser ?

Je suis très inquiet. Regardez, en Pologne, on enseigne le catéchisme à l'école. C'était prévisible. Cette fin de siècle n'a pas su créer de nouvelles valeurs. Le résultat est là. On se replie sur des valeurs ancestrales dont on connaît les dérives. Et tout le monde est d'accord, la classe politique, les intellectuels, les médias. Tous veulent des sociétés tièdes, aseptisées. Ils sont en train d'y parvenir. A cet égard, l'écroulement des régimes de l'Est a fait beaucoup de mal. Il ne faut pas mélanger les idéologies et l'usage que certains en font. On a besoin du marxisme comme on a besoin du christianisme et de l'islam.

Propos recueillis par Patricia Jaffray

(1) "Un oiseau brûlé vif" (Seuil) - (2) Stock - (3) Julliard

Abonnez-vous les !

Alors ?
Qui avez-vous choisi ?

A qui, dans votre entourage, allez-vous vendre (vite!) un abonnement à votre journal ?

Y avez-vous pensé ?

N'attendez pas de recevoir du matériel sophistiqué ou des conseils en marketing. Le bulletin ci-contre vous suffit. Vous pouvez même vous en passer.
Ne compliquons pas.
Il nous suffit d'une adresse lisible accompagnée de 200 F pour enregistrer un abonnement.
Nous faisons le pari de réussir une campagne militante avec des moyens militants.
Faisons ensemble la démonstration politique que c'est encore possible !
Et ne croyez pas que nous vous réservons la tâche la moins noble. Nous aussi, nous avons des bulletins d'abonnement dans nos poches et vos idées pour organiser, dynamiser cette campagne nous intéressent. Ecrivez-nous !
A partir de la semaine prochaine, nous publierons les premiers résultats ainsi que vos réactions ou suggestions.

Alors, vite ! A qui allez-vous proposer "Vendredi" cette semaine ?

Vendredi **BULLETIN D'ABONNEMENT**

à renvoyer à : "Vendredi"
10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07

Nom .....Prénom .....
Adresse : N° .....Rue : .....
.....
Commune .....
Code Postal |_|_|_|_|_|
Bureau distributeur .....

Ci-joint paiement pour : |_| abonnements à 200 F = ...
|_| abonnements de soutien à 500 F = ...
Soit au total : .....F

Pour toute correspondance, joindre votre bande adresse.

Là où est la vie



EZA L'INSTITUTIONNELLE

Eau, énergie, propreté, bâtiment-travaux publics, communication, santé, loisirs... dans chacun de ces domaines, le Groupe Générale des Eaux met en œuvre et gère des services collectifs qui lui sont confiés le plus souvent par les communes. Il participe activement au développement de la ville et à l'amélioration de l'environnement. Il adapte la souplesse du secteur privé à l'exigence du service public.

GROUPE GENERALE DES EAUX

LA PASSION DU SERVICE

Fondation Jean-Jaurès